

LA CANTINE DES PYRÉNÉES EN LUTTE

Textes et Témoignages collectifs
Photographies : Sarah Ney



La Cantine des Pyrénées
en lutte

La collection **Pratiques utopiques** rassemble des livres qui ont l'ambition de montrer qu'il y a toujours lieu, ici et maintenant, comme hier et ailleurs, d'élaborer et achever des réalisations ayant d'autres objectifs que le profit, la course à la consommation ou le tout à l'économie, dont le sens s'inscrit à travers des pratiques libres et solidaires.

En réponse au morcellement du travail, à la désertification des campagnes, à la déshumanisation dans les cités ou à l'exclusion, des entreprises, des groupes, des associations, des individus, apportent des solutions originales et adaptées à ces questions de société qui paraissent parfois insolubles.

Concrètement, il s'agit de bâtir cet « autre monde possible », qui ne peut objectivement se décliner qu'au pluriel.

Exemples de démocratie économique, d'initiative citoyenne ou d'innovation sociale, elles bousculent également plusieurs des principes intouchables de notre société marchande, démontrant au quotidien que l'association est plus enrichissante que la compétition, que la coopération profite plus que la concurrence ou que l'autogestion permet de reprendre le pouvoir sur sa vie.

Pratiques utopiques espère, par ce moyen, encourager ceux qui sont insatisfaits par le monde dans lequel ils vivent à faire le pas vers d'autres possibles. L'utopie est à portée de main.

Catalogue en fin d'ouvrage

© Les éditions REPAS, 2018
4, allée Séverine - 26 000 Valence
www.researepas.free.fr

Photos Sarah Ney - Tous droits réservés
Couverture et mise en page
David Lopez (www.davidlopez.fr)

La Cantine des Pyrénées en lutte

Textes et témoignages collectifs

Photographies : Sarah Ney

éditions Repas

*La Cantine des Pyrénées a fait
naître en moi le désir de saisir
les images et de recueillir les mots
de ceux qui sont là, de ceux qui
y passent et de ce qui s'y passe.*

*D'où, ce travail collectif fidèle
à l'esprit du projet et du combat
qui s'y livre.*

**Sarah Ney,
photographe**

Pourquoi la cantine ?

*Pour partager,
Pour manger,
Pour rencontrer,
Pour essayer,
Pour changer,
Pour confronter,
Pour discuter,
Pour rire,
Pour apprendre,
Pour lutter.*

Matthieu



Sommaire

Page 13	I. Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ? La genèse de La Cantine La Cantine en pratique La Cantine menacée d'expulsion et la lutte pour un logement De l'expulsion à la réouverture : une période charnière Juin 2016 : La Cantine déménage rue de La Mare Perspectives
Page 31	II. La Cantine en actions La Cantine n'est pas un restaurant! Au rendez-vous des mal-logés Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? La permanence des sans-papiers Les cours de français Le cinéma de La Cantine
Page 51	III. Les amis de La Cantine La ZAD de Notre-Dame-des-Landes L'association AutonoMIE Les postier-es en lutte Les grévistes de PSA d'Aulnay-sous-Bois Le collectif « stop-extraditions »
Page 61	IV. La Cantine par celles et ceux qui la font

1

Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ?

La genèse de La Cantine

Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ? La question est grande et offre de multiples possibilités de réponses qui, jamais figées, demandent surtout à être expérimentées pratiquement. L'histoire de La Cantine des Pyrénées s'inscrit dans ces nombreuses tentatives qui s'efforcent, en renouant avec des formes de solidarité en résistance au capitalisme, de mettre en place *autre chose* dans les pratiques et les relations sociales.

Son point de départ remonte autour de 2010, au sortir de la lutte contre la réforme des retraites. Alors que les assemblées interprofessionnelles rassemblant étudiants, chômeurs et salariés s'étaient essouffées avec la retombée du mouvement social, un texte rédigé à plusieurs mains fut diffusé dans les réseaux militants. Ce texte visait à repenser nos modes d'organisation et nos pratiques de lutte en partant de l'analyse que les restructurations récentes du capitalisme avaient généré une nouvelle division des tâches et des lieux de production, l'extension de la concurrence entre travailleurs au sein de leur entreprise et sur le marché du travail, raréfiant ainsi de plus en plus les formes historiques du mouvement ouvrier. Les transformations néolibérales ayant considérablement affecté le monde du travail, peut-être fallait-il alors envisager un autre espace où l'on pourrait, non seulement, développer des activités et des solidarités de classe, mais, également, s'organiser face à l'atomisation et l'isolement. En effet, l'urbanisme et la politique de la

ville, au gré de la spéculation immobilière et, prenant pour prétexte la rénovation ou la mixité sociale, repoussent les pauvres toujours plus loin, aseptisent les rues dans le flux de la marchandisation généralisée, et contribuent à créer des relations quotidiennes frappées par l'anonymat, la peur, le contrôle et la fragmentation. Le quartier nous est alors apparu comme une échelle à la fois modeste, au regard de nos forces, et opératoire, en ce qui concerne les possibilités d'organisation collective. Parallèlement, le texte engageait une critique, dont les auteurs ne s'excluaient pas, du fonctionnement en vase clos du milieu militant auquel nous appartenions : un petit microcosme revendiquant des idées révolutionnaires, agissant souvent dans l'entre-soi, et dont les discours et les pratiques politiques avaient une portée limitée. L'idée n'était donc pas de reproduire un nouvel espace intra-militant, mais de faire tourner, à l'échelle locale, un collectif d'entraide ouvert et accessible à tous. Enfin, le texte invitait les militants marxistes et anarchistes, ou, pour utiliser un terme plus globalisant, libertaires, à une assemblée pour partager nos réflexions et, éventuellement, se joindre à nous.

Une cinquantaine de personnes participèrent à cette première assemblée. Plusieurs réunions se sont ensuite tenues avec, pour objectif, la location d'un local. Progressivement, la taille du groupe s'est réduite, jusqu'à former un noyau dur d'une vingtaine de militants prêts à s'investir dans la recherche de locaux. Pour beaucoup, nous nous étions déjà croisés dans des mouvements sociaux, ou bien dans divers collectifs de lutte. Un certain nombre avait une expérience des squats, soit parce qu'ils y avaient habité ou y habitaient encore, soit pour avoir participé à des luttes relatives à la question du logement. Parmi ces luttes, bien que la liste ne soit pas exhaustive, deux occupations ayant précédé La Cantine des Pyrénées se détachent tout particulièrement. La première est celle de La Clinique, à Montreuil, un énorme bâtiment qui, de janvier à juillet 2009, fut un lieu d'habitation et un espace d'organisation politique et d'activités diverses. La Clinique a ainsi participé au développement de solidarités et d'actions locales, par exemple autour des questions du logement ou des sans-papiers, jusqu'à son expulsion, six mois seulement après son ouverture. Si cette expérience fut d'une grande richesse, notamment en matière de mobilisation, de rencontres

et de liens tissés avec le voisinage, il n'en demeure pas moins que sa brièveté nous fit prendre conscience de la nécessité d'obtenir un lieu pérenne afin de faire tenir une telle initiative sur la durée. La seconde occupation est celle du 260, un immeuble vide du XX^e arrondissement appartenant à La Poste qui fut squatté par un collectif de mal-logés en 2012. Pour ceux d'entre nous qui y ont pris part, l'expérience du 260 a mis au jour les rapports compliqués, les dissensus, et les motivations parfois divergentes entre, d'une part, les occupants du lieu luttant pour leur relogement et, d'autre part, les soutiens militants qui cherchaient à insuffler un mouvement de contestation et de transformation sociale plus large. Parmi cette vingtaine de militants de ce noyau dur à l'origine de La Cantine, tous n'ont pas participé à ces occupations. Nous avions des trajectoires de vie et des expériences militantes diverses, nous ne nous connaissions pas tous personnellement, mais nous nous rejoignons sur des bases politiques, notamment anticapitalistes, et sur la volonté de renouveler nos pratiques militantes. Nous étions animés par le désir de s'ouvrir et de s'organiser avec toutes sortes de gens. Nous voulions donc ouvrir et faire fonctionner, non pas un énième local réservé aux militants, ni un petit commerce spécialisé dans les services sociaux, mais un lieu qui puisse accueillir des activités ouvertes sur un quartier, des activités simples, accessibles sans pré-requis culturels ni formation politique ; un lieu qui articulerait activités d'entraide et organisation politique, solidarité effective et résistance collective.

Pendant plusieurs mois, nous sommes alors mis en quête de financements et de subventions afin d'assurer cette pérennité d'un local en proche banlieue parisienne... Sans succès. Nous nous sommes vite aperçus que, sans expérience associative, obtenir des subventions ou un local public n'était pas une mince affaire. Nous avons d'abord organisé des repas au menu à 5 euros dans un bar du XX^e arrondissement. Cette première phase de quelques mois nous a permis d'apprendre à cuisiner en grande quantité, de nous acclimater au quartier, à ses habitants, et nous nous sommes rendus compte que les repas à bas prix faisaient venir des chômeurs et des travailleurs aux revenus modestes. Cependant, cette première « cantine » ne pouvait être que temporaire... Fin 2012, l'opportunité de squatter un restaurant laissé à l'abandon

dans le même quartier s'est présentée. L'occupation s'est alors imposée comme un choix par défaut. Puisque nous étions plusieurs à avoir l'expérience des squats, que ce soit en y habitant ou en ayant participé aux expériences de La Clinique ou du 260, l'occasion était trop belle pour la laisser passer. Quelques semaines de travaux, de nettoyage et, début janvier 2013, La Cantine ouvrait ses portes au 331 rue des Pyrénées!

La Cantine en pratique

Depuis l'extérieur, tout portait à croire que La Cantine était une brasserie classique. L'ancienne pancarte « Au bar des amis » était d'ailleurs restée encastrée au mur et surplombait la façade rouge. Lorsqu'on poussait la porte, le mobilier intérieur faisait également penser à un café. Un comptoir d'environ deux mètres partait de l'entrée et longeait le mur droit pour s'arrêter au niveau d'un petit espace légèrement surélevé. Ce dernier fonctionnait à la manière d'un passe-plat lors des repas du midi, puisqu'il faisait la jonction entre la cuisine, située derrière lui, et l'espace de restauration, le plus grand, à gauche de l'entrée, et faisant face au comptoir. Si nous avons fait le choix de ne pas charger la décoration de marqueurs explicitement politiques ou esthétiques, c'était, d'une part, pour ne pas restreindre symboliquement l'accès aux seuls activistes et initiés des squats, d'autre part, pour limiter notre participation, sous couvert de « lieu alternatif », au processus de gentrification déjà bien engagé dans le XX^e arrondissement.

Cette esthétique épurée participait de notre volonté d'ouverture à un public qui ne partageait pas nécessairement notre culture politique. De la même façon, nous avons décidé de ne pas ouvrir La Cantine le soir. Cependant, La Cantine n'était pas un lieu comme les autres. Plusieurs affiches permettaient à ceux qui poussaient la porte de se situer. Près de l'entrée, une première affiche expliquait brièvement pourquoi le prix du repas étaient si bas (pas de loyer, pas de salariés, pas de bénéfices) et commençait par « Ici ce n'est pas un restaurant ». Cette volonté de rupture avec un restaurant commercial fonctionnant sur un mode capitaliste était renforcée par une seconde affiche :

« Nous avons occupé ce lieu parce qu'à plusieurs on est plus forts pour affronter nos galères, nos problèmes d'argent et nos difficultés face aux institutions et aux patrons. Nous ne pensons pas qu'un monde meilleur soit possible à l'intérieur du capitalisme. Nous ne voulons ni compenser les faiblesses de l'État ni créer une bulle alternative à l'intérieur de ce système. Ce lieu doit permettre de consolider des solidarités qui existent déjà un peu partout entre exploités. »

Par ce bref positionnement politique, nous souhaitons présenter La Cantine, moins comme une utopie concrète, que comme un moyen de lutter contre les injustices et les inégalités d'un monde capitaliste de plus en plus violent. Ces indices venaient ainsi s'opposer aux caractéristiques physiques et à la configuration spatiale propres à la restauration et faisait de La Cantine un espace *autre*, difficile à classer selon des catégories déjà disponibles, un lieu atypique susceptible de provoquer chez les nouveaux venus des incertitudes et des questionnements.

Ce fut une agréable surprise de constater que, quelques semaines seulement après l'ouverture, l'affluence était grandissante. Les repas du midi rassemblaient entre 50 et 60 couverts et accueillaient des gens hétérogènes qui, pour la plupart, travaillaient ou habitaient dans le quartier. Par ailleurs, de nombreux ateliers se mettaient progressivement en place, entre autres le collectif des mal-logés, les cours de français gratuits, une permanence de soutien juridique aux sans-papiers, une distribution hebdomadaire de légumes gratuits, ou encore un ciné de quartier. De nombreuses personnes, habitantes du quartier ou non, militantes ou non, se sont investies dans l'organisation des activités. Chaque midi, des « équipes » de cinq ou six cuisiniers se relayaient pour préparer le repas. De ce point de vue, l'ouverture à des non-militants et l'implantation dans le quartier de Pyrénées-Ménilmontant a été une réussite. De janvier 2013 jusqu'à son expulsion en août 2014, La Cantine eut une activité intense, portée par des centaines de participants qui, pour la plupart, ne faisaient pas partie du microcosme politique auquel se réduit bien souvent ce genre de lieu. Des repas de soutien à de nombreux collectifs ou à des luttes en cours (comme celles des postiers, des ouvriers de PSA ou de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes)

furent rendus possibles par l'implication d'un grand nombre de participants qui dépassait de loin le collectif militant de départ.

Aussi, par la forme même de l'action, les rapports sociaux furent en partie transformés au sein du lieu. Les activités de La Cantine entendaient rompre avec la distinction entre *ceux qui donnent et ceux qui reçoivent*, d'où une certaine réticence à employer les termes qui accompagnent souvent ces divisions comme « bénévoles », « volontaires » ou « bénéficiaires ». C'est d'ailleurs ce qu'indiquait un des textes affichés à l'entrée : « *Chacun, chacune peut rejoindre la cantine, les ateliers ou les permanences déjà en place; proposer d'autres ateliers, organiser des réunions publiques sur des luttes locales, un repas pour remplir des caisses de grèves, une discussion, une projection...* ». Dans une logique d'entraide à rebours de la spécialisation et de la hiérarchisation des tâches, La Cantine a permis au public local de s'investir, selon leur temps et leur énergie, dans les diverses activités. En octobre 2013 par exemple, un habitant du quartier menacé d'expulsion était venu exposer sa situation à La Cantine. Des petits déjeuners faisant office de tours de garde furent organisés devant chez lui jusqu'à la trêve hivernale, à la suite de quoi, une permanence logement a été mise en place tous les samedis après-midi.

Par ailleurs, La Cantine travaillait, autant que possible, à ne pas reproduire les logiques de domination à l'œuvre dans le monde social. La gratuité des ateliers et le prix indicatif des repas cherchaient à réduire les inégalités matérielles et opérait comme une résistance à la marchandisation, de plus en plus extensive, des relations sociales. La diversité sociale, mais aussi générationnelle, était alors frappante lors des repas du midi. D'une professeure de français à un migrant malien arrivé depuis peu en France, en passant par une photographe retraitée de plus de 80 ans, des journalistes payés à la pige, ou encore des personnes en situation de grande précarité matérielle et psychique, tous pouvaient se retrouver autour du même plat. Les lieux capables de rassembler une telle hétérogénéité sociale semblent si rares dans une métropole comme Paris qu'il nous semble important d'en souligner cet aspect. Bien sûr, il ne s'agit pas de faire comme si La Cantine était vierge

de tout rapport de classe et de ségrégations; de fait, on pouvait observer que les gens qui se ressemblaient s'assemblaient à la même table. Cependant, la disposition et la longueur des tables dans la pièce principale favorisaient la proximité spatiale et la sociabilité entre des personnes provenant d'horizons différents et les invitaient à expérimenter pratiquement d'autres formes de partage et de rapports sociaux.

Si l'action de La Cantine cherchait à produire un espace en accord avec des principes politiques tels que l'anticapitalisme, l'antisexisme, l'antiracisme, elle n'était pas pour autant dépourvue de conflits. Entre avril et mai 2014, il a été décidé d'exclure deux personnes qui venaient y manger régulièrement : l'une pour avoir tenu des propos racistes, l'autre suite à des remarques sexistes répétées au sujet du physique de plusieurs femmes présentes. Ces cas extrêmes mettent au jour une question plus générale que l'on pourrait résumer ainsi : comment former, avec des individus socialement et politiquement hétérogènes, une communauté autonome, c'est-à-dire donnant à chacun la possibilité de s'engager dans le processus de discussion et de décision propre à La Cantine ?

C'est peut-être là que le bât blesse. Les décisions relatives à l'organisation du lieu et des ateliers se prenaient lors d'une assemblée hebdomadaire, d'abord ouverte au public puis, à partir de mai 2013, progressivement réservée aux participants les plus actifs. Les réunions du vendredi formaient l'espace *dans et par* lequel nous discutons et décidions collectivement de l'activité de La Cantine. Les questions qui y étaient soulevées pouvaient relever de l'acceptation ou du refus d'organiser un repas de soutien à tel ou tel collectif, de l'organisation et du fonctionnement des activités, ou encore de la stratégie de défense juridique à adopter face à la menace d'expulsion. Prenant l'aspect d'assemblées générales orientées vers le consensus, cette forme d'auto-organisation, provenant de nos expériences militantes respectives, s'oppose évidemment, dans la conception même du politique, aux mal-nommées « démocraties » modernes reposant sur les principes hétéronomes de représentation, d'élection et de délégation. Cependant, il va sans dire que les assemblées générales ne sont pas débarrassées de normes,

de codes et de règles plus ou moins explicites qui demandent un apprentissage et, *in fine*, une certaine maîtrise. Il est évident que nous n'étions pas tous armés de la même façon pour y participer puisqu'elles nécessitaient une initiation qui ne se fait pas en trois jours. Si quelques personnes sans expérience militante ont pu participer régulièrement aux réunions hebdomadaires, il est clair que ces dernières rassemblaient essentiellement des militants, soit à l'origine du projet, soit nous ayant rejoints après l'ouverture. La maîtrise de la forme de la discussion et des enjeux politiques tendait à faire des AG un rituel politique réservé aux initiés. Sans gâcher le tableau général de La Cantine, ce fut là une grande difficulté à laquelle nous avons été confrontés et dans laquelle intervient la temporalité, toujours précaire, du squat.

La Cantine menacée d'expulsion et la lutte pour un relogement

À partir de septembre 2013, La Cantine était, si l'on peut dire, rentrée dans une nouvelle phase. La fin des procédures juridiques approchait et, sans recours supplémentaire possible, le risque d'expulsion se faisait grandissant. Le lieu n'était plus simplement le support de pratiques solidaires, il devenait lui-même un enjeu de lutte. Cela a pu avoir pour effet, spécialement durant cette période, de laisser de côté des questions importantes (notamment sur le processus d'intégration de « non-militants » au collectif) au profit de réflexions et d'actions pour trouver une solution au relogement de La Cantine. Paradoxalement, cette contrainte de taille a pu donner un nouveau souffle au collectif. Le 21 septembre 2013, nous avons organisé une réunion publique au cours de laquelle nous avons réfléchi, avec les habitants du quartier qui y participaient, à une stratégie pour, au pire, retarder l'expulsion, au mieux, obtenir un local subventionné. Un rapport de force fut alors engagé avec la mairie du XX^e avec pour objectif un relogement des activités de La Cantine. Un rassemblement eut lieu avant la trêve hivernale le 12 octobre 2013, suivi par deux manifestations : la première, le 9 mars 2014, la seconde, le 31 mai 2014. Le soutien des habitants du quartier (une pétition qui a recueilli plus de 1 000 signatures),

l'appui de nombreuses associations et collectifs locaux, ainsi que la forte présence aux différentes mobilisations locales (entre 300 et 400 personnes), ont conforté l'implantation de La Cantine dans le haut du XX^e arrondissement.

Après nous avoir fait visiter des locaux où il était impossible de cuisiner, c'est sans surprise, et juste après les élections municipales, que la mairie a rompu tout dialogue : le projet de La Cantine n'est pas vraiment en accord, c'est peu dire, avec la politique d'une mairie dite « socialiste ». À l'été 2014, l'expulsion était imminente et nous nous retrouvions dans une situation critique : que serait La Cantine sans lieu ?



De l'expulsion à la réouverture : une période charnière

Très tôt, au matin du 8 Août 2014, alors que la Cantine des Pyrénées était fermée pour l'été et que le lieu était légalement expulsable depuis plusieurs mois, la préfecture de police, la mairie et les propriétaires mirent fin à l'occupation du 331 rue des Pyrénées. Une nouvelle période commence alors pour le collectif. Privés de lieu, nous affirmons notre volonté de continuer le combat en occupant la rue. Des repas hebdomadaires eurent lieu devant le bâtiment muré, nous organisâmes des rassemblements devant la mairie puis, le 4 octobre 2014, une manifestation dans le quartier de La Cantine se termina par l'occupation « sans droit ni titre » d'un local vacant appartenant à un bailleur social. Nous avions parié sur le fait que les mobilisations locales après notre expulsion pourraient retenir les pouvoirs publics de nous évacuer d'office en s'en prenant à un projet solidaire soutenu par les habitants du quartier. La désillusion ne s'est pas faite attendre, puisque plusieurs centaines de CRS en tenues antiémeutes furent mobilisés quelques heures à peine après l'ouverture pour nous déloger.

Cet échec aurait pu sonner le glas de La Cantine. En effet, sans lieu, comment continuer ? Comment garder le contact avec les personnes qui, selon des degrés et des durées variables, avaient participé aux activités ? Après mûre réflexion, nous avons décidé de revenir au projet initial de La Cantine : louer un local dans le quartier et s'y installer de manière pérenne. Nous prîmes conscience de la somme de travail nécessaire et de la difficulté de la tâche, tant du point de vue financier qu'en matière de temps et d'énergies. Nous avons également compris que la perspective d'un lieu durable rendait nécessaire d'aborder des problématiques qui avaient été esquivées par la nature éphémère de la temporalité propre au squat.

Une longue période, durant laquelle, pendant presque deux ans, nous réunissions toutes les semaines pour, d'une part, trouver de l'argent pour proposer un dossier présentable aux bailleurs et, d'autre

part, afin de réfléchir au fonctionnement de la future Cantine, débuta. Un des enjeux majeurs pour le collectif a toujours été de rendre le projet accessible, de permettre à chacun de s'impliquer à sa manière, selon ses disponibilités et ses désirs. Jusqu'à présent, cela n'avait pas été sans poser problème dans l'ancienne Cantine. Comme évoqué brièvement plus haut, les réunions hebdomadaires étaient d'abord publiques et nous avons rapidement constaté qu'il était très difficile de s'y rendre pour la première fois sans avoir compris les enjeux du projet et les traditions politiques dont sont issues nos pratiques. En dépit de notre bon vouloir, les réunions n'étaient pas réellement « ouvertes », dans la mesure où l'expérience militante, la maîtrise d'un langage et de codes spécifiques, le degré d'implication dans le projet, ou encore l'habitude et l'aisance à prendre la parole en public, ne donnaient pas le même poids, ni la même légitimité, à tous les participants. Nous avons alors décidé, en mai 2013, d'en restreindre l'accès aux personnes désireuses de rejoindre le collectif.

Nous avons ainsi mis à profit cette période de recherche d'un nouveau lieu en essayant de concevoir une autre manière de nous organiser pour donner forme à un nouveau fonctionnement qui soit le plus clair et le plus transparent possible. Les habitants d'un même quartier qui se retrouvent à La Cantine ont des conditions de vie très différentes, des parcours singuliers, un rapport au monde du travail et à leur famille qui leur est propre. Des personnes ont pu donner un peu de leur temps de manière occasionnelle ou régulière, d'autres ont souhaité s'engager dans des réflexions plus profondes autour de l'atelier dans lequel elles étaient investies ; certaines, enfin, ont exprimé le désir de s'impliquer également dans l'organisation technique, administrative et politique de La Cantine. Bien que le projet porte une perspective et un imaginaire émancipateurs, La Cantine n'a pas pour autant une puissance magique qui la tiendrait suspendue en dehors ou au-dessus de la société. Les contradictions, les logiques de domination, les rapports de classe, les inégalités de genre, etc. traversent également le collectif, et ce serait faire l'autruche que de prétendre pouvoir facilement les effacer. Sans avoir ni l'ambition, ni la prétention de les résoudre à notre petite échelle, nous avons décidé, durant cette période charnière,

d'établir un fonctionnement transparent afin de rendre visible les rapports de pouvoirs existants et, ainsi, de nous donner les moyens de les dépasser collectivement.

En conséquence, le fonctionnement qui a été forgé pendant la période qui sépare les deux Cantines s'efforce d'organiser plusieurs façons de participer au projet. Celui-ci s'articule autour d'un collectif d'une douzaine de personnes qui, lors des réunions hebdomadaires, s'occupe des tâches administratives (la comptabilité, le planning, la gestion des mailing-list, etc.), et décide des activités qui se déroulent au sein du lieu. En ce sens, le collectif est garant des principes politiques sur lesquels l'expérience de la Cantine est fondée depuis son origine. Aussi, lorsqu'une proposition est faite, par exemple de lancer un nouvel atelier, il s'interroge sur sa pertinence au regard de trois critères : son accessibilité, sa réappropriation possible et son aspect subversif.

Accessible, dans le sens où, avant la mise en place d'un atelier, les contours du public éventuel doivent être pensés. Là encore, nous ne voulons pas que des barrières – militantes, sociales, culturelles – viennent restreindre l'accès à des activités qui ont pour but d'accueillir un maximum de gens provenant d'horizons différents. Cela implique de réfléchir aux besoins auxquels l'atelier répond et, par conséquent, à une communication et à des horaires adaptés.

Il peut être réapproprié, dans la mesure où il doit être possible de participer à l'élaboration de chaque atelier, c'est-à-dire, à travers des réunions ou des moments de formation notamment, de pouvoir en comprendre les enjeux et, dans une démarche réflexive, de (ré)interroger son fonctionnement.

Subversif, enfin. C'est sans aucun doute le critère le plus polysémique et le plus difficile à définir, tant il a pu être galvaudé dans ses usages courants et militants. Nous entendons ce terme dans un sens large et collectif, avec l'idée que les ateliers de La Cantine bousculent, à leur échelle, certains fondements de l'ordre établi qui sont souvent perçus

comme « allant de soi ». Qu'elle soit explicite, en déployant une critique des rapports de domination et d'exploitation ou en affirmant des valeurs d'entraide, de solidarité, d'émancipation individuelle et collective, ou qu'elle soit plus diffuse, par exemple en rassemblant des gens qui, ailleurs, se croisent sans se parler, la subversion peut prendre des formes multiples, plus ou moins visibles au premier coup d'œil. En outre, le collectif veille également à ce que les interactions et les relations sociales au sein du lieu s'arriment au plus près de ces principes politiques généraux.

Disons-le clairement : le collectif n'est en aucun cas figé ou fermé. Pour autant, il faut, pour le rejoindre, participer à un atelier, avoir conscience des enjeux qui traversent le projet, et être soutenu par un des membres. Par ailleurs, nous savons que le désir de s'investir chaque semaine dans une longue réunion n'est pas universellement partagé. De manière plus pragmatique, la question du temps disponible complice souvent la participation régulière aux réunions. Participer à La Cantine c'est, pour beaucoup, faire vivre les ateliers, sans pour autant faire partie du collectif. Les activités s'organisent alors de manière semi-autonome, par des réunions internes d'abord, et par une assemblée mensuelle ensuite, chargée de coordonner et d'assurer la cohérence de l'ensemble des ateliers. Cette grande assemblée est également un espace de parole où l'on peut discuter des problèmes rencontrés, de la vie du quartier, de nouvelles idées, du sens que chacun met dans sa participation, d'éventuels conflits, etc.

Formaliser ce fonctionnement avant de nous installer dans un nouveau lieu nous a permis de mettre au jour des rapports de pouvoir qui existaient de manière plus dissimulée dans le cours informel de La Cantine. Et, parce qu'un fonctionnement collectif, c'est, par la force des choses, aussi des tensions et des désaccords, et que nous ne les avons pas toujours bien gérés au sein de la Cantine des Pyrénées, la formalisation du fonctionnement a eu aussi pour but de prévenir les conflits, ou du moins de les prendre en charge au niveau du collectif. Notre objectif n'était donc pas de rendre les différents groupes de participants hermétiques les uns aux autres, mais bien d'identifier avec

discernement les attentes, les besoins, les frustrations, ou les difficultés de chacun, afin de pouvoir y répondre au mieux.

Parallèlement à ces réflexions, nous avons amorcé une campagne de financement, notamment par des soirées de soutien et un appel à dons via un site de crowdfunding. Un objectif crucial était en ligne de mire : louer un lieu pérenne dans le quartier du haut Ménilmontant. Après un an et demi, nos fonds étaient suffisants pour présenter un dossier aux bailleurs privés. Peu de locaux étaient disponibles dans le quartier... En février 2016, nous tombons sur un lieu rue de la Mare, parfaitement adapté – quoique petit – à nos activités. Après discussion avec le bailleur, une convention est signée. Quelques travaux et La Cantine va pouvoir renaître.

Juin 2016 : La Cantine déménage rue de La Mare

Depuis juin 2016, La Cantine des Pyrénées a rouvert dans le même quartier. Toutefois, c'est seulement depuis septembre 2016 que La Cantine a véritablement repris son rythme de croisière. Les anciens ateliers ont repris et d'autres ont vu le jour, comme un atelier de radio et un groupe de femmes qui s'est donné pour but d'organiser différents moments et activités entre femmes dans la cantine et dans le quartier. Le nouveau fonctionnement, pensé pendant la période de transition entre les deux cantines, fut mis en place et, depuis, plusieurs assemblées se sont déjà déroulées. C'est un enjeu important du projet que d'en faire un espace d'échange sur les différents ateliers et d'élaboration à plusieurs de l'avenir du lieu.

Ce nouveau départ est encourageant. Beaucoup de monde participe à la cuisine (nous sommes passés d'une quinzaine à plus de cent en trois mois d'existence), de nouvelles propositions sont faites régulièrement au collectif, et des repas de soutien à d'autres collectifs ont lieu certains week-ends.

Le bail que nous avons signé nous promet encore de nombreuses années dans le local. Années durant lesquelles, nous espérons qu'un

maximum de monde prendra le temps de s'approprier le projet et de lui apporter une énergie nouvelle. La participation à chaque atelier demeure ouverte et bien que l'agenda soit de plus en plus rempli, nous restons ouverts à de nouvelles idées et à de nouvelles propositions pour améliorer les ateliers existant ou pour en créer d'autre.

Certes, la pérennité du local n'évacuera sans doute pas les problématiques auxquelles nous avons été confrontés au 331 rue des Pyrénées. Cependant, la stabilité et l'implantation locale de longue durée nous permettra d'y réfléchir de manière bien plus approfondie. Des ateliers d'éducation populaire visant à transmettre des outils théoriques et pratiques susceptibles de faciliter la participation aux AG – ce qui a peut-être fait défaut à la première cantine – devraient progressivement voir le jour. Ce qui est sûr, c'est que la première expérience de La Cantine permet de (re)penser nos formes d'actions pour créer du commun et de la solidarité.

Perspectives

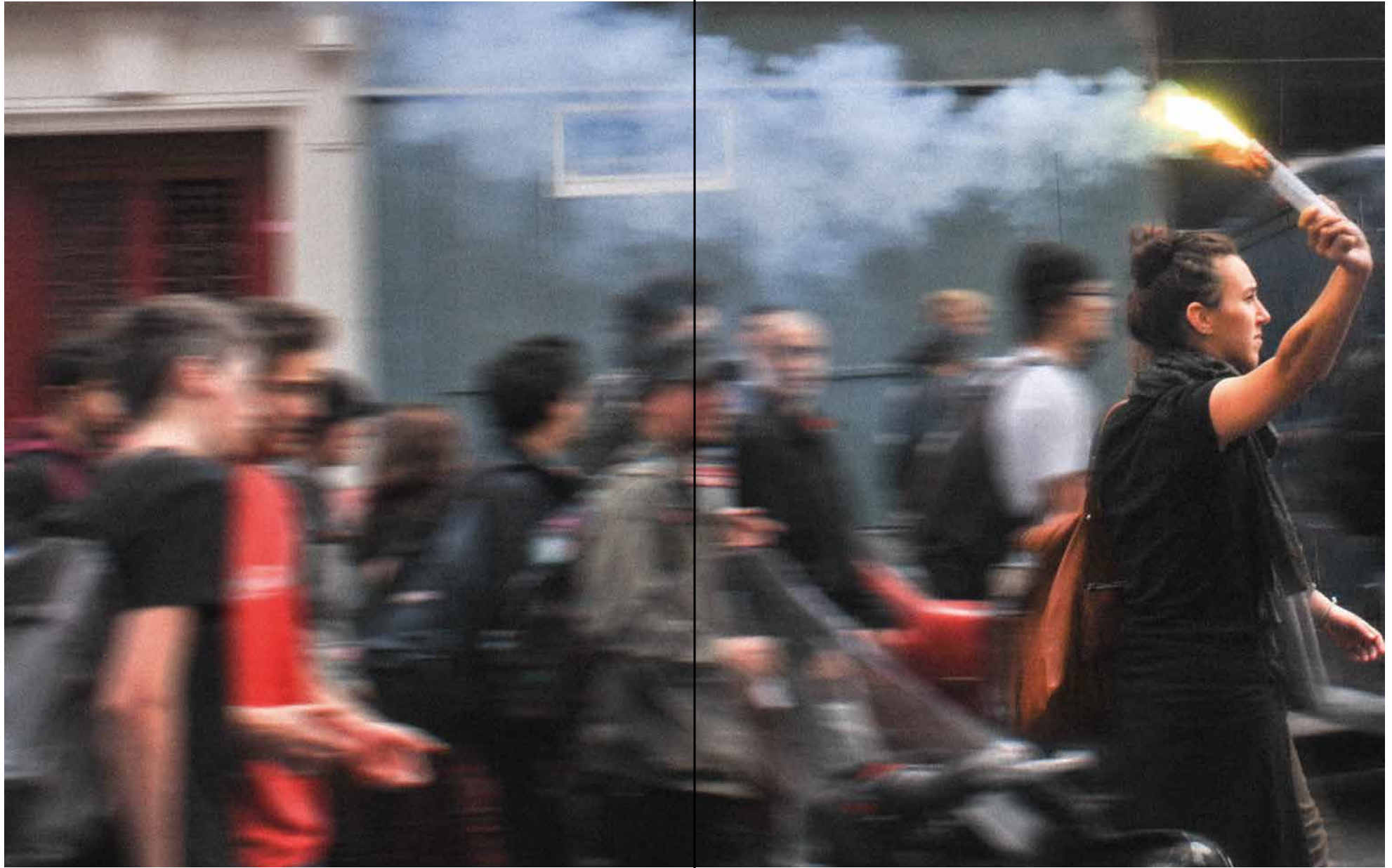
Se détacher de l'identité militante pour n'en garder que le contenu n'était pas une tâche facile et, malgré toute la bonne volonté et les efforts réflexifs que cela suppose, il nous reste probablement encore du travail. Toujours est-il que l'expérience de La Cantine a produit des effets sur notre rapport au politique et sur notre manière de militer. Le microcosme politique dans lequel nous avons baigné durant plusieurs années avait forgé chez nous des postures, des comportements, un rapport à la norme et à la marginalité qui, sans s'être évidemment effacés, se sont assouplis au fil des rencontres à La Cantine. Inévitablement, le fait d'être confrontés quotidiennement à des individus hétérogènes qui ne partageaient pas forcément notre histoire et notre culture politique, nous a conduits à modifier des réflexes que nous avions intériorisés au long de notre socialisation militante. Apprendre à tempérer les jeux de langage et un jargon parfois excluant, mettre en place des pratiques qui ne s'adressent pas seulement aux initiés des squats, composer avec des gens socialement hétérogènes, ne pas écarter une proposition sous

prétexte qu'elle nous paraît, au premier abord, farfelue ou en dehors de notre répertoire politique, sont autant de moments où nous nous sommes efforcés de nous départir d'habitudes qui pouvaient nous apparaître comme *naturelles*.

S'il est difficile de parler en un sens général, La Cantine est aussi un espace qui affecte notre rapport aux autres et au monde, un lieu où de nouvelles formes de subjectivités peuvent se construire. Aussi la radicalité politique n'est peut-être pas toujours là où on l'attend le plus, c'est-à-dire dans ses formes les plus visibles ou les plus traditionnellement militantes. Les risques liés à l'*institutionnalisation* du projet de La Cantine – le passage du squat à la signature d'un bail privé – a évidemment suscité des discussions et des débats au sein du collectif. La contrainte financière est-elle surmontable ? Le poids de l'argent pourrait-il altérer nos rapports et, avec eux, l'esprit même de La Cantine ? L'appréhension était bien présente mais l'expérience, certes courte, de la nouvelle Cantine tend jour après jour à l'estomper. Hormis les impératifs d'ordre financier ou d'hygiène, aucune contrainte ne pèse sur les activités et le sens politique du projet. À en croire nombre d'associations dépendantes des subventions publiques, cela n'aurait d'ailleurs peut-être pas été le cas si la mairie du XX^e nous avait proposé un local... Notre objectif n'était donc pas de nous *institutionnaliser*, mais que La Cantine devienne, au sens le plus large du terme, une *institution* à l'échelle locale, c'est-à-dire que les habitants du quartier sachent que ce lieu existe, qu'il est un outil d'entraide au quotidien et un support matériel pour toute action de solidarité et pour les luttes sociales à venir. Pour cela, le mode opératoire du squat n'était plus tenable et la location s'est imposée comme la meilleure des solutions.

À la question *Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ?*, La Cantine ne se veut pas LA réponse qu'il faudrait reproduire. Elle n'est qu'une tentative pratique parmi d'autres et reste inévitablement traversée par des contradictions, des écueils et des limites. Mais, en période d'apathie politique comme en période de mouvement social, les espaces collectifs d'auto-organisation sont appelés à se multiplier. Ils se sont déjà largement propagés dans les ZAD et ailleurs.

Ils seront sans aucun doute insuffisants pour un changement radical de l'ordre social, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient sans effets. Bien sûr, la puissance des normes et des structures sociales ne rendent pas la tâche facile. Bien sûr, il faut compter sur la résistance des habitudes et des logiques de domination, y compris militantes. Cependant, la *praxis* révolutionnaire peut-elle se couper du monde sous prétexte qu'elle désire en *instaurer* un autre ? Il nous semble qu'elle ne peut que travailler avec ce qui est, en s'efforçant de montrer, par la pratique, que le monde ne va pas de soi et que, par conséquent, il est possible d'y agir autrement.



2

La Cantine en actions

La Cantine n'est pas un restaurant!

« La Cantine des Pyrénées » n'était pas un « restaurant », mais tous les midis, de 12h à 14h, du lundi au vendredi, pendant 18 mois, de 50 à 70 personnes y partageaient un repas... Un régal!

Pour celles et ceux qui entraient et utilisaient cet espace, la liberté de mouvement, l'auto organisation (choix de sa place, absence de « serveuse-eur-s », circulation de la parole autour des tables...) étaient sans doute immédiatement perçues comme différentes de ce qui structure habituellement les relations entre les gens dans un restaurant, mais, très vite, cela pouvait leur sembler « naturel », « aller de soi » ...

La porte ouverte sur les repas était le moyen le plus courant, pour les gens, de prendre contact avec ce lieu et d'en comprendre progressivement, chacune(un) à sa manière, le positionnement social et politique. L'organisation en était donc consciemment réfléchi et décidée, en fonction des contraintes de l'espace et de nos principes.

Le rôle du fric

À partir du constat de l'impossibilité de la gratuité, la décision avait été prise de fixer un prix « indicatif », correspondant à la prévision de gestion des frais (5 € les premiers mois, réajustés à 4 € par la suite). Mais, l'impossibilité de payer ne faisait aucunement obstacle à la participation



à la vie du lieu. Ceci était affiché sur les murs et dit clairement à toute personne entrant pour la première fois. Il nous a semblé que, par rapport au « prix libre », cela déchargeait les convives de la nécessité de se situer par rapport au projet « Cantine » à chaque fin de repas, et que cela donnait une grande fluidité au rituel de paiement à la-ou « serveuse-ur » au bar, après le café. Une petite boîte permettait de laisser un éventuel supplément.

L'organisation de l'espace

Si la déco est restée très sommaire, c'est par volonté de ne pas marquer esthétiquement (donc socialement) un lieu qui ne se voulait ni « pauvre », ni « branché ». Un même souci de s'insérer dans le tissu social populaire local, tout en évitant de devenir le dernier lieu branché du quartier, nous a conduits à ne pas ouvrir le lieu en soirée en dehors des permanences des autres activités.

La salle se composait de trois tables collectives de huit à dix personnes avec des bancs, plus trois tables de quatre. Les verres, les couverts, les carafes et le pain étaient posés au centre en début de service. Les plats étaient servis centralement et il fallait donc se déplacer pour se les faire servir (Trois allers-retours par repas, à s'arracher des bancs, à faire parfois un peu « la queue » ... pas toujours commode mais source aussi d'« arrangements » entre les gens). Chacun rapportait son verre, ses couverts et son assiette (les déchets jetés à la poubelle) et les mettait dans les paniers pour la vaisselle... comme à la cantine !

L'organisation des repas

Une réunion ouverte était organisée chaque semaine pour former les équipes et organiser le renouvellement des stocks indispensables (riz, pommes de terre, condiments, huile...) et les récup, essentiellement de fruits et légumes, en particulier auprès des camarades du Transfo (squat de Montreuil, expulsé quelques mois après la Cantine...) et de quelques magasins et de marchands du marché voisin. Chaque équipe faisait ses choix dans ce cadre. Plusieurs personnes, dont au moins une



« de la Cantine », tenaient le bar, servant le café (compris dans le repas et 50 centimes consommé seul), bavardant, faisant la vaisselle, donnant éventuellement des tracts d'information, gérant les paiements. Les équipes étaient de 3 à 7 ou 8 personnes, selon le « volontariat » du jour. Au fil des mois, le sentiment d'être là « entre nous », « comme chez soi », les commentaires de table (toute not' culture, quoi!) sur les recettes, celles du jour et celles de la famille ou du pays, ont amené de plus en plus de gens à avoir envie de faire goûter leurs plats. Toutes les propositions étaient retenues, une équipe s'organisait autour de ces cuisinière-ier-s d'un jour (qui, parfois, sont devenus des « permanente-ent-s »). La Cantine n'a quasiment jamais eu de problème pour former les effectifs de ses équipes. Ce sont ainsi au moins 200 personnes différentes, habitant ou travaillant dans le quartier, qui « se sont invitées » à y participer, et qui ont « mis la main à la pâte »...

Les équipes se retrouvaient à 9 heures et assuraient la cuisine, renforcées voire relayées (ou non...!) pour le service, la vaisselle et le nettoyage de la salle. Le tout était terminé aux alentours de 15h30... Ouf!

Les plats cuisinés qui n'avaient pas été consommés étaient donnés à qui le voulait. Les restes de légumes et fruits étaient proposés gratuitement le samedi, aux participants aux activités et sur un étal sur le trottoir.

Les menus étaient composés d'une entrée, d'un plat, d'un dessert et d'un café ou d'un thé auquel s'ajoutait un verre de vin, quand il y en avait. Une solution de compensation (plat alternatif ou doublement de l'entrée ou du dessert) était proposée aux non mangeurs de viande (de porc ou autre), ou pour tout désamour individuel pour une partie du repas.



Le temps des repas dans la rue

La façon dont étaient présentés et servis les repas conservait la trace de l'émulation joyeuse et de la délectation lors de leur préparation. Après l'expulsion, des repas ont été servis tous les samedis sur la place en face de la Cantine et au Belvédère, en haut de la rue des Envierges. Une copine avait mis sa cuisine à disposition. La récupération de nourriture s'est largement renforcée, grâce au soutien contre l'expulsion, de commerçants et d'une association, « La Chorba », dont une des nouvelles-eaux « convives » fait partie. La logistique était plus complexe qu'à l'intérieur : stockage et transport des tables, bancs, vaisselle ; aménagement pour la vaisselle (on s'est interdit l'usage du plastique) : eau froide prise à une fontaine publique, eau chaude donnée par des commerçants voisins. On n'a pas eu besoin du barnum... il a toujours fait beau, on flemmardait au soleil!

Nous avons été étonnés du nombre de personnes qui disaient ne pas avoir osé, ou pris le temps d'entrer à La Cantine, et qui sont venues régulièrement à ces rendez-vous, s'inscrivant sur la liste de contacts, rejoignant même les équipes de préparation. Nous étions entre 70 et 100 personnes par repas.



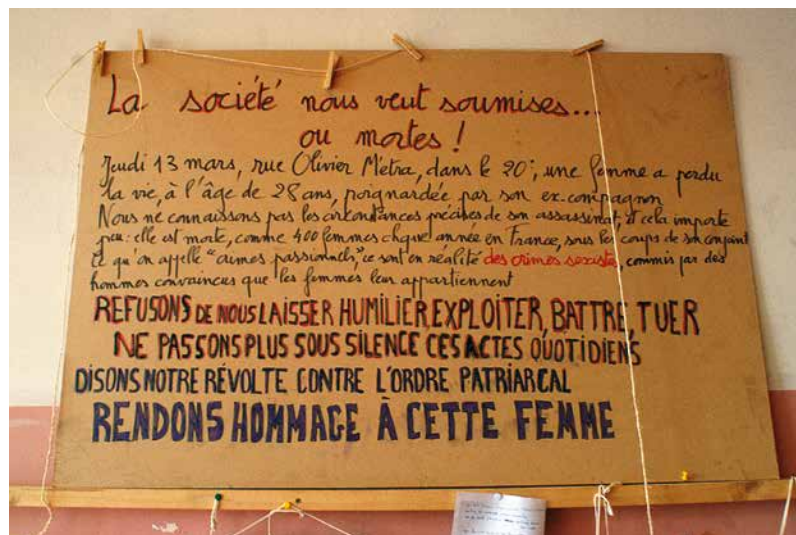


Au rendez-vous des mal logés

Au départ, c'est un voisin qui est venu à la cantine parce qu'il était menacé d'expulsion. Pendant une semaine, jusqu'au début de la trêve hivernale, plusieurs personnes de La Cantine et d'ailleurs sont venues tous les matins tenir une table devant son immeuble pour le soutenir et informer ses voisins et les passants, montrer qu'il n'était pas isolé et tenter de créer une solidarité de quartier. La police n'est pas venue...

De là est née la volonté de créer une permanence d'informations pour les personnes en difficulté de logement, avec ou sans. Au mois de janvier, plusieurs personnes l'avaient rejoint, ce qui a donné un collectif d'environ 15 personnes, qui tient tous les dimanches une permanence pour les mal logés.





La société nous veut soumises... ou mortes !

Jeudi 13 mars, rue Olivier Métra, dans le 20^e, une femme a perdu la vie, à l'âge de 28 ans, poignardée par son ancien compagnon

Nous ne connaissons pas les circonstances précises de son assassinat, et cela importe peu : elle est morte, comme 400 autres femmes chaque année en France, sous les coups de son conjoint

Ce qu'on appelle « crimes passionnels », ce sont en réalité des crimes sexistes, commis par des hommes convaincus que les femmes leur appartiennent

Refusons de nous laisser humilier, exploiter, battre, tuer
Ne passons plus sous silence ces actes quotidiens
Disons notre révolte contre l'ordre patriarcal
Rendons hommage à cette femme

Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?

Nous avons réalisé ce panneau suite à la mort d'une femme poignardée par son conjoint dans une des rues voisines de La Cantine.

Chaque jour, les violences faites aux femmes sont silencieuses ou traitées comme des faits divers et, lorsqu'un meurtre est commis, il est souvent considéré par la justice comme un « crime passionnel ». La « passion » est souvent perçue comme une circonstance atténuante et, chaque jour, en France, elle justifie le fait que des femmes se fassent tuer.

Des femmes ont voulu dénoncer ces violences sexistes afin d'appeler à la résistance, la résistance face à leur condition : « Certes, nous, femmes occidentales, avons déjà obtenu beaucoup par la lutte. Ces acquis ne doivent pas nous faire oublier que l'exploitation et la domination des femmes en Occident, et partout dans le monde, n'a jamais cessé et qu'ils ne protègent en rien des viols, des coups, de la mort. La société, profondément sexiste et patriarcale, s'appuie sur notre domination et notre exploitation, et, comme le dit le slogan, « Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? »

Face à cette situation, face à l'exploitation des femmes et à la violence que nous subissons dans tous les domaines de notre vie, tous les jours, et partout dans le monde, face aux viols, aux violences, aux meurtres : soyons unies.

Nous pensons que la meilleure riposte face au patriarcat est la solidarité des femmes entre elles. La lutte des femmes, pour les femmes et avec les femmes. »



La permanence des sans-papiers

Tous les samedi après-midi de 15h à 18h, dans le local de La Cantine des Pyrénées, des sans-papiers viennent consulter la permanence d'accueil. Ils sont là pour témoigner de leur situation, recevoir des conseils et des informations pratiques (recommandations du Groupe d'information et de soutien des immigrés, le Gisti, liste des hébergements d'urgence, adresses utiles...), ou bien pour bénéficier d'une écoute et d'un soutien moral. La permanence a ouvert ses portes à l'initiative des militants et militantes du collectif de La Cantine qui se sont portés volontaires pour l'animer, accompagnant ces sans-papiers dans leurs démarches administratives et leurs difficultés quotidiennes.

Cette permanence essaie, dans la mesure de ses moyens et selon les connaissances de ses membres dans ce domaine, de répondre aux besoins des gens par des conseils juridiques ou des réorientations vers d'autres collectifs plus spécialisés qui ont une bonne maîtrise du cadre juridique qui régit l'immigration (9e collectif, Gisti...).

Elle ne s'inscrit pas dans une logique de concurrence. De même, elle n'a pas pour objectif de se substituer à d'autres collectifs de sans-papiers comme le 9e collectif, CSP 75, CSP 93, la Fasti et d'autres. Loin de toute tendance politique, seule prime la volonté d'être solidaires avec les sans-papiers; c'est ce qui détermine l'esprit général de l'engagement des différent-e-s membres au sein de cette permanence.

À la permanence des sans-papiers, un copain membre de l'UNR-PA (Union nationale des retraités et personnes âgées), s'est impliqué dans l'accompagnement dans leurs démarches administratives, voire leurs recours juridiques, de futurs retraités, ou de certaines personnes n'ayant pas su, ou pas pu, faire valoir tout ce que le « droit », aussi minimal et injuste soit-il, leur accordait. Ceci sans semer d'illusions sur la « justice » de ce droit, mais avec toute l'énergie fraternelle pour écarter un peu certaines menaces pressantes pesant sur des vies.



Les cours de français

Sylvain

« Je suis enseignant au cours de français. J'ai découvert la cantine par internet alors que j'étais depuis un moment déjà lassé de toutes formes d'institutions, de groupes politiques. Je me rappelle qu'à l'université, les AG de manif n'étaient que de pâles copies de démocratie directe, et l'on voyait toujours les mêmes personnes à la tribune éructer leur idéologie mal digérée et vouloir faire taire les jugements contraires.

J'aspirais à autre chose qu'à ses pantomimes, à autre chose qu'une action qui ne s'exprime que dans la rue, et n'est bien souvent pas écoutée. Une forme d'« action directe » pourrait-on dire, même si ces mots sont lourds de connotations, me semblait préférable. Quelque chose qui me donnerait l'impression d'être utile et me permettrait aussi de rencontrer des gens provenant d'autres horizons. C'est ainsi que je suis entré à La Cantine et que, progressivement, j'ai noué des liens avec plusieurs personnes, que je suis passé de simple commis de cuisine à professeur bénévole de cours de français.

Ce que j'apprécie par-dessus tout dans La Cantine, c'est que l'idéologie n'est pas envahissante : il reste toujours une place au discours et à la différence. La ligne directrice de La Cantine n'a jamais empêché aux gens travaillant et vivant dans le quartier et ayant d'autres opinions de venir y passer un moment agréable, de s'ouvrir à des inconnus, de voir des films, de donner ou de prendre des cours, etc. Plus que l'espace de promotion d'une pensée politique, il me semble que La Cantine tire sa force de l'idée qu'elle met en pratique. Que la solidarité, l'entraide, et le partage, sont nécessaires à nos existences (même si la formule peut paraître pompeuse). »



Cinéma de quartier gratuit

On regarde, on s'en parle, on grignote ...

à La Cantine des Pyrénées

331 rue des Pyrénées 20ème

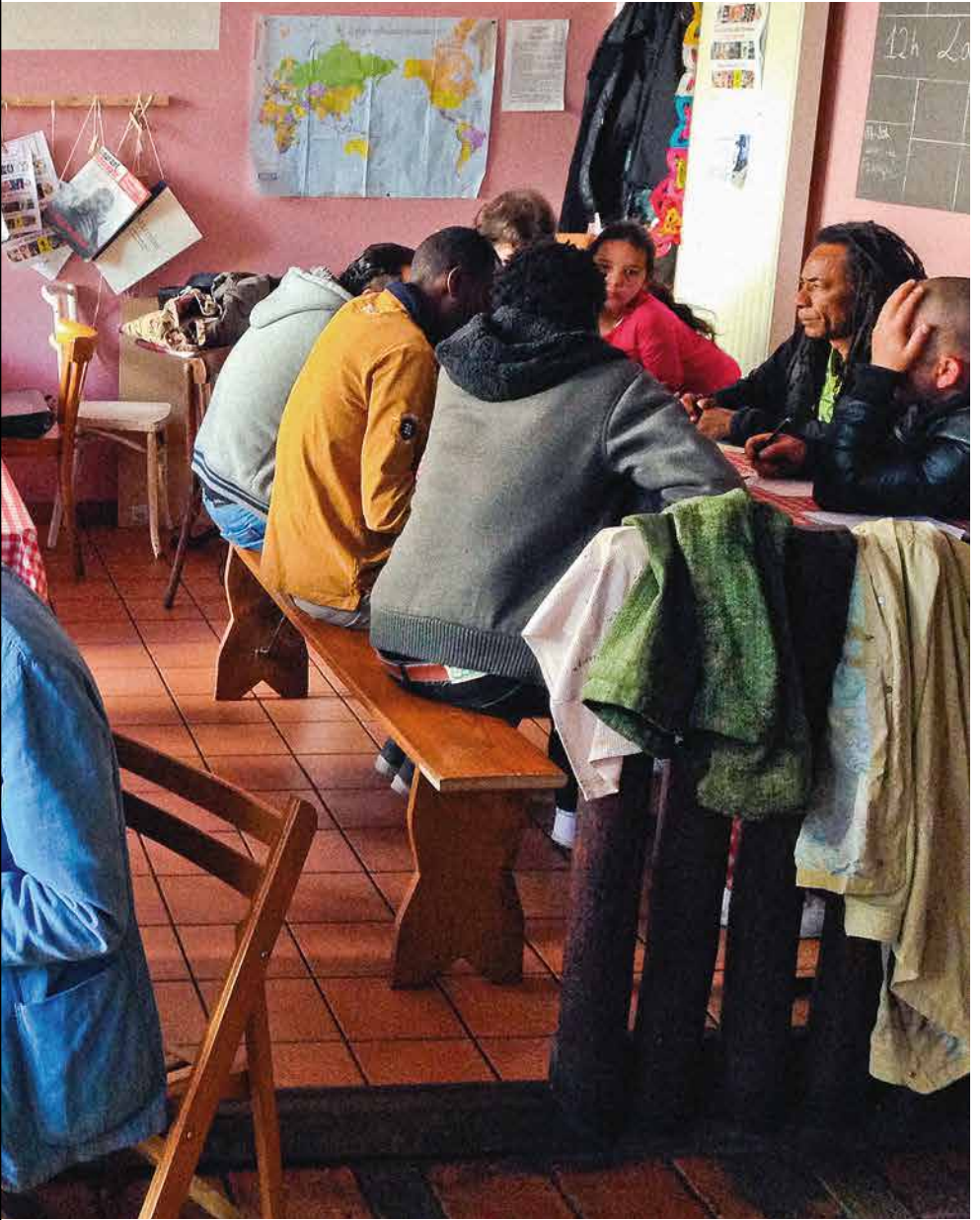
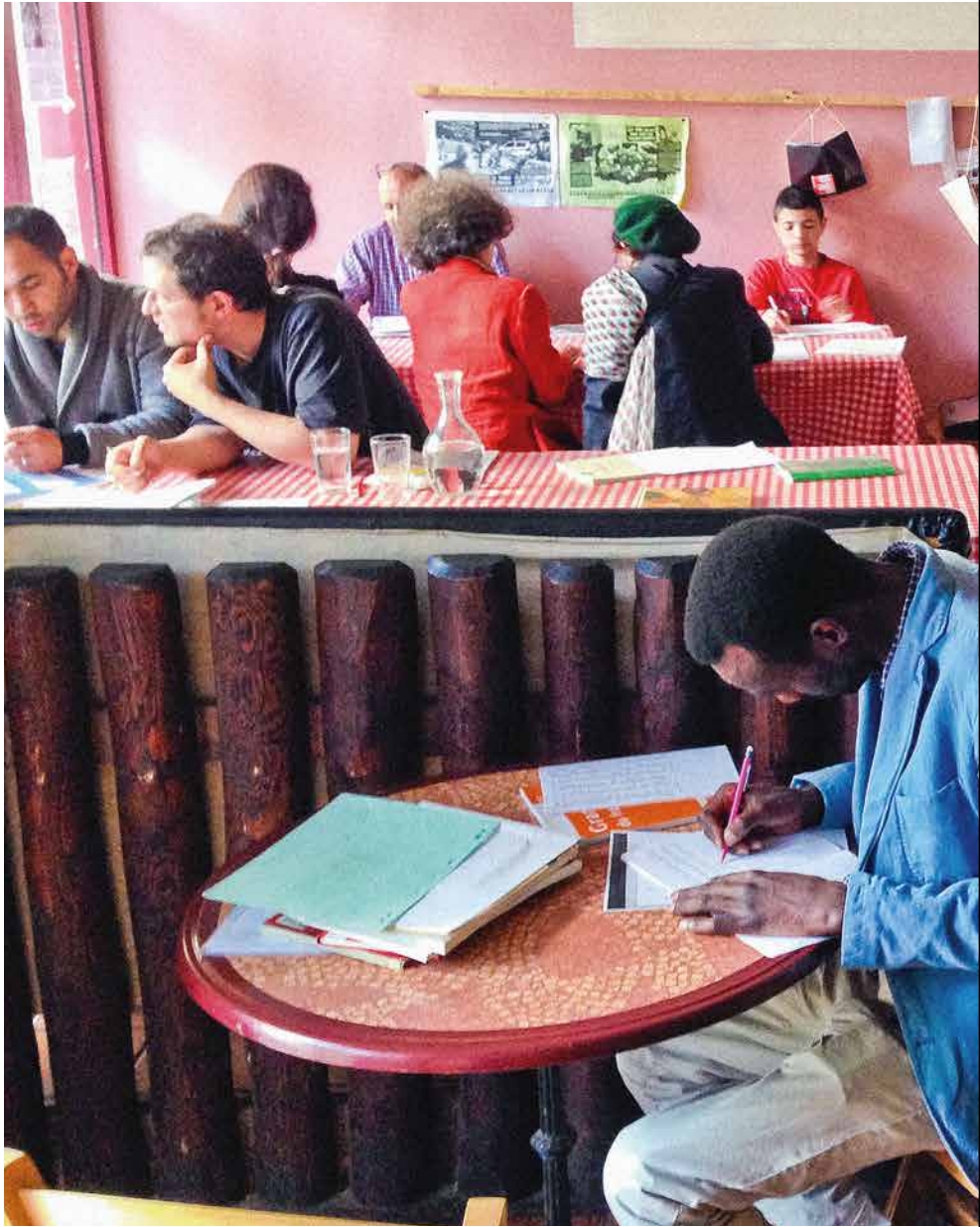
Chaque dimanche à 19 h

Le cinéma de La Cantine

Le cinéma de La Cantine voulait s'appeler le ciné de quartier. Parce qu'on ne prétendait pas s'adresser (qu') aux grands cinéphiles, mais à tous ceux qui avaient envie de regarder un film à plusieurs le dimanche soir.

Certes le confort des bancs en bois était plutôt rudimentaire, l'image projetée sur le mur pas toujours droite, mais c'était gratuit, et La Cantine sentait le pop-corn ou la quiche en train de cuire dans le four. Après le film, l'apéro-goûter (sans alcool) était le prétexte à des discussions informelles ou à des débats animés. Documentaires, science-fiction, comédie-dramatique... Grâce au vidéoprojecteur de Janie, aux DVD, et aux idées des spectateurs, la programmation s'aventurait bien au-delà des années 1950.

Plusieurs fois, la salle fut pleine à craquer, mais la plupart du temps, le ciné regroupait seulement un petit noyau d'habitues qui pouvait ainsi reprendre du rab de gâteau tranquillou. Océane à la technique, Patrick à la présentation et aux anecdotes de tournage, Philou aux crêpes, Moussa, Pierre-Arnaud, Janie, Jean-Noël, Djiby, Claudine, Maryse... On recommence quand vous voulez, avec la boîte à idées, le goûter, et des coussins sur les bancs.



3

Les amis de La Cantine

La Cantine est née d'une volonté de s'organiser pour résister à l'isolement, aux injustices et aux inégalités qui sont la base du système capitaliste et que l'on vit au quotidien. Partout, des projets, des collectifs et des grèves, partagent des questionnements similaires, s'inscrivent dans la même dynamique. Mettre La Cantine des Pyrénées à leur disposition pour se financer, ou pour parler de leurs luttes, c'est montrer qu'il existe un point commun entre celles et ceux qui luttent contre la construction d'un aéroport, contre les violences policières, qui se mettent en grève contre un licenciement massif, ou qui se mobilisent pour les migrants mineurs isolés. Nous avons invité certains des collectifs que nous avons rencontrés et avec qui nous avons partagé les murs de La Cantine à écrire un petit texte de présentation. Ces textes sont regroupés ici.

La ZAD de Notre-Dame-des-Landes

Amener la ZAD en ville. Récit d'un repas de soutien.

Exceptionnellement, ce dimanche de juin, les tables de La Cantine sont dressées sur le trottoir en face des stands du marché qui bat son plein. Les amis, les camarades et les habitués, venus pour le brunch de soutien, partagent leur pancake au sirop d'érable avec les badauds et les vendeurs du marché, qui en profitent pour proposer aux cuisiniers leurs plans récup' ou leurs légumes en surplus.

Il y a de la bienveillance dans l'air, y compris à l'égard de ce qui est en jeu : soutenir des personnes arrêtées à Paris, plusieurs mois après leur prétendue participation à la manifestation du 22 février 2014 à Nantes.

Ce jour-là, c'était toute la ZAD de Notre-Dame-des-Landes qui était descendue au cœur même de la ville, pour une manifestation mémorable. Des dizaines de milliers de personnes, rejetant le projet d'aéroport et son monde et attachées au contraire à ce qu'incarne la ZAD, qui redécorent les murs, ciblent les locaux des partisans du projet, s'expriment au micro, tiennent tête à la police ; et, surtout, qui prennent place tous ensemble, dans une joyeuse atmosphère de carnaval où se mêlent familles déguisées, ventes de crêpes et lancers de pavés.

Au moment où, des mois plus tard, la justice cherche des coupables individuels pour réprimer cet élan collectif, La Cantine fait partie de ces lieux où on lui oppose la force des positions tenues collectivement et sereinement.

L'association AutonoMIE

Clémence et Anita

Nous avons monté l'association AutonoMIE en 2013 pour mener à bien un projet de soutien aux MIE (mineurs isolés étrangers), les migrant-e-s

mineur-e-s qui arrivent en France sans parents ni protection. Ces jeunes sont confronté-e-s à des situations extrêmement difficiles, faute de prise en charge par les services de l'Aide sociale à l'enfance. Nous voulions produire un support pratique pour donner aux jeunes immigré-e-s et aux personnes qui les défendent des outils pour connaître leurs droits. Le guide que nous avons réalisé est fidèle à ce que nous souhaitions, il a pu être maqueté et, désormais, accessible en ligne gratuitement.

Nous avons pu complètement autofinancer ce projet, en grande partie grâce à La Cantine des Pyrénées qui nous a aidées à récolter des fonds en organisant un repas dans ses locaux. Au-delà de ce soutien, nous avons trouvé à La Cantine un espace de solidarité locale, d'entraide et de rencontre que nous voulons voir perdurer.

Les postier-ère-s en lutte invité-e-s à La Cantine

Stéphanie

L'année 2014 à La Poste a été marquée par des mouvements de grève très longs, la direction de La Poste opposant un mur aux revendications des postiers. Dans les Hauts-de-Seine, 173 jours de grève, à Aubigny-sur-Nère dans le Cher, 130 jours, à Paris XV^e arrondissement, 51 jours, à Epinay-sur-Seine, 59 jours, en Corse, à Ajaccio, 83 jours de grève...

À chaque fois, les grévistes sont confrontés à un silence médiatique et politique assourdissant, mais, surtout, à une répression féroce de la part de leur employeur. La Poste n'hésite pas à lancer des procédures disciplinaires pour une dizaine de grévistes, ce qui risque pour plusieurs d'entre eux de se traduire par le licenciement pur et simple.

Le 20 juin 2014, une soirée de soutien organisée par La Cantine a permis de nouer des liens au-delà du secteur professionnel concerné, de récolter des fonds pour la caisse de grève, et aussi de comprendre que,

ce qui se jouait à La Poste, se déclinait à tous les niveaux de la société : précarité institutionnalisée, répression des fortes têtes qui oseraient résister, management délétère. Au-delà de la simple solidarité de classe envers des travailleurs, ces luttes se distinguent sur différents points.

Durée et Détermination

Dans cette époque où l'abattement est désormais la norme prêchée partout, la durée et l'ampleur de ces grèves sont un démenti cinglant à la résignation quotidienne. Elles sont également la démonstration que l'affrontement entre exploités et exploités reste le quotidien de millions de personnes, que ce que l'on nomme lutte de classe est une réalité concrète et tangible, malgré ce que l'on essaie nous faire croire. Enfin, elle redonne de l'éclat au joli mot de solidarité, à l'opposé d'un chacun pour soi (et tout le monde dans la merde !) tellement profitable, pour ceux qui nous dirigent.

Revendications

Lancée dans une course folle à la compétitivité depuis qu'elle gère une « société anonyme », La Poste a non seulement réduit la qualité de ses services (tout en augmentant ses tarifs, évidemment), mais a aussi supprimé des centaines de bureaux et d'agences sur le territoire, et a aligné ses offres financières et ses méthodes sur celles des banques. Cette restructuration se traduit depuis quinze ans par une forte intensification du travail et un management particulièrement cruel dont la vague de suicides ces dernières années a démontré le caractère criminel.

Elle a aussi changé la nature des cadres du contrat de travail avec le recours systématique aux contrats précaires (CDD multiples), aux contrats aidés (CAE/CUI), ou même à des salariés en formation (les contrats FORMAPOST) qui effectuent, de fait, des tâches identiques à celles des salariés titulaires, mais en moins cher, dans une entreprise qui assure un service stable et quasiment sans concurrence, mais qui n'est motivée que par la recherche du fric (la Poste annonçait 600 millions de bénéfices en 2014). La légitimité de ces grèves contre la précarité

et le mépris de la hiérarchie est donc complètement fondée. Comment ne pas se reconnaître dans ses revendications ?

Dynamique et perspectives

Devant le silence médiatique et l'absence de solidarité syndicale globale, et bien conscients des enjeux qu'ils incarnent, les postier-ère-s des Hauts-de-Seine ont œuvré à construire cette fameuse convergence dont tout le monde parle, mais que fort peu mettent en pratique. En occupant avec les intermittent-e-s du spectacle le siège du parti socialiste rue de Solferino, en proposant des discussions pour la constitution d'une coordination pour les postier-ère-s de toute l'Île-de-France, les grévistes ont ouvert des possibilités qui pourraient s'avérer prometteuses pour l'avenir.

Ce qui se déroule à La Poste est donc à l'image de toute la société. Et, pour tou-te-s celles et ceux qui bossent dans un boulot de merde payé des miettes, avec en plus l'angoisse de ne pas savoir de quoi sera fait demain, comme pour ceux qui chôment avec la culpabilisation et le contrôle permanent, le combat des grévistes du 92 a été un bol d'air frais.

L'invitation de la Cantine, le 20 juin 2014, a permis d'élargir encore les cercles de soutien, de sortir de l'isolement. Ainsi, se sont constitués des comités de soutien d'usagers qui allaient diffuser l'information devant les bureaux de poste et récolter des fonds pour la caisse de grève. Bel exemple de solidarité décloisonnant la lutte.

La Cantine a permis de comprendre comment d'autres secteurs, et notamment les usagers de La Poste, donc nous toutes et tous, pouvaient renforcer cette lutte. Car, si la solidarité doit être matérielle, elle doit aussi être effective, et ne peut se résumer à la simple assistance financière, si elle veut transformer cette solidarité en arme.

Merci encore à la Cantine, et que vive ces lieux de convergence effective et bien réelle qui permettent de dépasser l'immobilisme des bureaucraties syndicales.

Quartier Libre

Quartier Libre est un collectif d'habitants du quartier qui met en place des circuits stables et durables de solidarité dans le XX^e arrondissement. Pendant trois ans, Quartier Libre a régulièrement organisé des redistributions gratuites de vêtements dans la rue, des repas populaires, une manifestation, ou encore une fête de quartier aux Amandiers. Mais, on ne fait pas de la charité ni des actions ponctuelles dans le quartier parce qu'on s'embête le soir ! Ce que nous voulons, c'est changer radicalement la situation sociale.

Nous pensons qu'il n'est pas normal qu'une majorité des habitants aient du mal à finir les fins de mois. Il n'est pas normal, non plus, qu'on soit obligé de dépenser pratiquement tous ses revenus pour se loger dans un appartement tout petit. Et, que tous ces revenus on les dépense à quoi finalement ? À retourner au travail le lendemain.

Nous ne voulons pas de cette société. Avec nos actions, petit à petit, nous voulons recréer des liens sur des bases de solidarité. Une première étape avant de détruire le capitalisme et avec lui tout ce qu'il ravive : le racisme et le sexisme.

Quartier Libre s'est associé aux actions de La Cantine par des distributions de repas gratuits ou à prix libre, dans la rue ou dans les locaux occupés du 331 rue des Pyrénées. Organisons-nous ! Défendons-nous !

Les grévistes de PSA d'Aulnay-sous-Bois

Nabil

Le 16 janvier 2013, six mois après l'annonce officielle de la fermeture de l'usine automobile PSA (Peugeot Société Anonyme) d'Aulnay-sous-Bois, plus de 500 travailleurs et travailleuses se mettent en grève pour obtenir de meilleures conditions de reclassement et de départ, mais, surtout, ils imposent leurs conditions.

Pendant quatre mois, ils bloquent la production et multiplient les actions extérieures malgré les manœuvres de PSA, la connivence naturelle du gouvernement, et les limites d'une lutte isolée : péage gratuit, occupations des sièges du Medef et de UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) et du congrès du parti socialiste, manifestations, etc. Les grévistes finissent par accepter de signer un accord de fin de grève. Les revendications se limitaient à sauver des camarades licencié(e)s et à une amélioration des primes. La plupart des grévistes choisissent de partir dans l'espoir de changer de vie grâce aux indemnités. Les autres restent avec la garantie obtenue d'être reclassé-e-s dans un autre site PSA.

Cette lutte avec ses limites et ses faiblesses a contraint l'un des plus durs patrons à négocier et à changer ses plans, mais surtout, elle a permis aux travailleurs et travailleuses de prendre conscience qu'ils sont une force quand ils sont regroupés et organisés. Ils sont sortis de cette usine qui les maintenait enchaîné-e-s et isolé-e-s. Ils sont allés à la rencontre d'autres travailleurs et travailleuses qui, comme eux, venaient de leur usine.

Il faut souligner le véritable soutien et l'engagement des travailleurs et travailleuses, populations et collectifs qui ont apporté, au-delà de l'aide financière, un véritable soutien et l'encouragement qui manque tant à la classe ouvrière.

Pendant ces rencontres, les grévistes ont pris la parole, la plupart pour la première fois pour parler de leur lutte et de ce qu'ils vivaient lors des repas et soirées de soutiens qui se sont organisées un peu partout avec différents collectifs comme La Cantine des Pyrénées. Ils espéraient, et ont fait espérer tant d'autres. Ils ont prouvé qu'il était possible de se battre encore et encore, et de persévérer dans la lutte malgré tout.

Pour moi, cette lutte est ce que j'ai vécu de plus beau dans ma vie. Cela m'a permis de voir pendant quelques instants ce que peut être la vie quand elle est nue, dépourvue de crasses telles que l'individualité, la résignation, la soumission, le fatalisme.

Le Collectif « stop-extraditions »

Janie

Au milieu des années 1970, au moment de la fin violente du mouvement de contestation politique et sociale radicale qui a secoué les États capitalistes européens, de nombreux militants politiques - essentiellement italiens - ont « trouvé refuge » en France, dans le cadre de ce que les médias ont appelé « la doctrine Mitterrand ». En réalité, cette sorte de « droit d'asile de fait » n'a été concédé qu'après une longue bataille politique pour un traitement collectif, égal pour tous, quelle que soit l'histoire politique et la situation judiciaire de chacun. Le collectif « stop-extraditions » s'inscrit dans la continuité de cette première bataille.

Au début des années 2000, les changements dans le jeu politique entre États dans la « nouvelle Europe » sécuritaire « antiterroriste » ont déclenché une série de procédures d'extradition. De vigoureuses campagnes de solidarité ont réussi à faire échapper plusieurs camarades à cette vendetta d'État

Depuis 2009 notre collectif s'est mobilisé autour de la procédure d'extradition de deux ex-militants allemands, Sonja Suder et Christian Gauger, qui vivaient en France depuis 35 ans. Ils ont été finalement extradés en septembre 2011, et notre collectif a maintenu une présence solidaire tout au long de la préparation et du déroulement de leur procès à Francfort-sur-le-Main.

Plus d'une douzaine de voyages collectifs ont été organisés pour assurer une présence continue dans la salle d'audience, des manifestations en commun avec les camarades allemands, des centaines de fax ont été envoyés aux juges, des protestations contre l'usage de la torture dans les procédures de l'époque, des émissions sur Fréquence Paris Plurielle et Radio Libertaire...

Solidaire de cette lutte, La Cantine nous a offert son lieu pour plusieurs repas de solidarité, permettant de desserrer l'étouffement financier, mais aussi

et surtout de rompre l'isolement dans lequel nous avait plongés le silence des médias, des organisations politiques et des associations « humanitaires » ou « de droit ».

Au cours de la procédure à Francfort, Christian Gauger a été placé en liberté surveillée et finalement « sorti » du procès en raison de son état de santé, mais Sonja Suder a dû attendre le verdict en novembre 2013 pour être enfin libérée, après 26 mois de détention préventive (35 ans après des faits dont le tribunal a échoué à établir la moindre preuve de leurs réalités, et Sonja étant alors, par ailleurs, à 81 ans, la plus âgée des prisonnières en préventive d'Europe...).

Lors de leur visite à Paris en juillet, une fête a été organisée, avec les camarades allemands, à laquelle les camarades de La Cantine ont été conviés, et Sonja est venue partager un de nos repas.

Tout le parcours politico-judiciaire de ces deux militants éclaire tout particulièrement la nature des États capitalistes dominants et de l'Europe qu'ils construisent contre les peuples en criminalisant toutes les tentatives d'opposition réelle à leur système, en particulier en légalisant une vengeance sans fin contre ceux qui ont osé leur faire face.

Dans ce cadre, le soutien de La Cantine des Pyrénées a été pour nous très important.

LA CANTINE DES PYRÉNÉES

au 331 rue des Pyrénées
Métro Jourdain, ou Bus 26 ou 96 arrêt Pyrénées/Ménilmontant

Cantine de quartier

Menu à 4 euros
entrée + plat + dessert + boisson
Plat à 2 euros
Du LUNDI AU VENDREDI
de 12h à 14h

Cours de français

LUNDI de 18h à 20h
MERCREDI de 18h à 20h
ET JEUDI de 19h à 21h

Ciné-club

Boxe, amour et lutte de classe en grand écran. Crêpes et thé à la menthe pour grignoter.
Tous les dimanches à 20h

Cours d'échecs

Le mercredi de 15h à 18h

Et ouvert aussi

pour discuter du lieu, de ce qu'on peut faire ici et ailleurs
Le samedi de 15h à 18h

Atelier bricolage et réparation

Parce qu'on n'a pas les moyens de racheter tout le temps ce qu'on nous vend.

Le mercredi à partir de 15h

Écrivain public

Pour écrire des courriers administratifs, remplir des formulaires, faire des demandes d'aide.

Appeler le 07 53 89 84 14
Pour prendre rendez-vous



e-mail : lacantinedespyrenees@yahoo.fr

Ne restons plus seuls

avec nos impôts, nos coupures de courant, nos jugements d'expulsions

CONTRE LES EXPULSIONS

pour s'organiser, s'entraider

permanence tous les dimanches
18h-20h à la Cantine des Pyrénées
331 rue des Pyrénées
Métro Jourdain ou Gambetta
Bus 26 ou 96 arrêt Pyrénées-Ménilmontant

REPAS DE SOUTIEN A LA COMPILATION

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS DE VILLIERS-LE-BEL

LES 11 ET 12 AVRIL
DE 12 A 15 H

À LA CANTINE DES PYRÉNÉES
331 RUE DES PYRÉNÉES/75020

MENU À PRIX LIBRE / INFOS,
DOCS ET LIVRES SUR PLACE

ANGLAISMORTS@MAIL.COM

L'ARNAQUE DE LA

« CRISE DU LOGEMENT »

(en COMMENT LES RESPONSABLES POLITIQUES DE VOS BORDS JUSTIFIENT L'INSUPPORTABLE)

« ...Le nombre de demandes de logement à Paris est malheureusement très supérieur au nombre de logements disponibles. »
Réponse type de la mairie de Paris à une demande de logement social.

LA CANTINE DES PYRÉNÉES EST EXPULSABLE !



RASSEMBLEMENT

le samedi 12 OCTOBRE 2013

À 14H30

DEVANT LA MAIRIE DU 20^e MÉTRO SAMBETTA

Depuis janvier, à quelques uns, chômeurs, travailleurs, sans-papiers, habitants du quartier ou pas, nous occupons ce lieu pour ne pas rester isolés dans la précarité.

Si les repas ne sont pas chers et les activités gratuites c'est parce que nous voulons lutter contre ce monde marchand où tout s'achète et tout se vend.

Nous ne cherchons pas à faire de bénéfices et payer un loyer au prix du marché est incompatible avec notre action. C'est pourquoi, nous occupons illégalement un immeuble qui était vide au 331 rue des Pyrénées. À l'été vivent aussi 6 personnes qui comme beaucoup, n'ont pas les moyens de se loger en région parisienne. Par ailleurs, nous n'avons aucun scrupule à le squatter dans la mesure où ce lieu appartient à un groupe immobilier qui participe à la spéculation chassant les plus pauvres du centre.

Nous ne pensons pas qu'un monde meilleur soit possible à l'intérieur du capitalisme.

Nous ne voulons pas compenser les faiblesses de l'État. Nous ne prétendons pas non plus créer une bulle alternative à l'extérieur de ce système car les réalités sociales et économiques s'imposent à nous. La lutte et la solidarité sont les seuls moyens d'en sortir.

Ce lieu est nécessaire, utile et ouvert au quartier. Depuis janvier beaucoup nous ont regardé. Chacun, chacune peut participer à la cantine, aux distributions gratuites de nourriture, aux cours de français ou aux permanences déjà en place : proposer d'autres ateliers, organiser des réunions publiques sur des luttes locales, un repas pour soutenir une cause de grève, une discussion, une projection.

Expulsables depuis la décision d'un juge rendue le 6 septembre 2013, nous organisons un repas suivi d'une réunion publique le samedi 25 septembre à partir de midi.

Motivations :
- Nous sommes 100% non-alignés, nous refusons toute forme de soutien au capitalisme.
- La grève de la semaine du 12 octobre sera un moment de lutte et de solidarité.
- L'occupation du 331 rue des Pyrénées est un acte de résistance.

Retraités et futurs retraités

Femmes et hommes, immigrés et français

Chaque samedi

de 15 h à 18 h

Cantine des pyrénées

331 Rue des Pyrénées Paris 20ème

Métro Jourdain ou Pyrénées
Bus 26 Arr. Ermitage ou
Bus 96 Arr. Pyrénées/ Ménilmontant

Permanence d'entraide

dans nos démarches pour nos droits

LA CANTINE DES PYRÉNÉES HIVER 2013/2014



REPAS SANS-PAPIERS LOGEMENT EXPULSIONS COURS DE FRANÇAIS CINÉ-CLUB BOUFFE VÊTEMENTS GRATUITÉ LUTTES

331 rue des Pyrénées, Paris 20ème

Métro Jourdain (ligne 11)

Bus 26 ou 96 arrêt Pyrénées-Ménilmontant

Cantine Populaire

tous les Samedi midi

sur les BARRIÈRES



Venez manger, partager, échanger à la cantine populaire des BARRIÈRES (métro ligne 11) tous les samedis midi de 12h à 14h. C'est gratuit, ça se passe dans un lieu convivial et ouvert à tous. On propose des repas simples et sains, des discussions, des projections, des ateliers de cuisine, des ateliers de couture, des ateliers de bricolage, des ateliers de réparation, des ateliers de lecture, des ateliers de dessin, des ateliers de peinture, des ateliers de sculpture, des ateliers de danse, des ateliers de théâtre, des ateliers de musique, des ateliers de sport, des ateliers de jeux, des ateliers de tout ce qui est possible.

Nous, collectif de la Cantine des Pyrénées pensons que notre situation dans le monde capitaliste ne pourra aller qu'en empirant.

Aujourd'hui et demain, si nous devons être solidaires et nous battre c'est parce que ce monde nous exploite et nous opprime, que ce qui a pu être accordé dans le passé (aides, augmentations, etc.) ne peut de moins en moins l'être aujourd'hui, que c'est pas une raison pour se laisser faire, mais le fondement même de ce système c'est ça : faire toujours plus de profits.

Le 16 janvier, la grève est lancée par les ouvriers de PSA Aulnay. Et voilà près d'un mois qu'elle dure cette grève, que la chaîne de production est bloquée, que les grévistes tiennent bon malgré les menaces et la pression. C'est l'heure du rapport de force avec le patronat qui va faire fermer le site et supprimer dix mille postes en Europe.

Des centaines d'ouvriers sont en lutte contre la direction et l'État pour garder leurs emplois et leur dignité. Tandis que le groupe Peugeot Citroën, malgré ses soixantes milliards de chiffres d'affaires, va fermer des usines et licencier des milliers de personnes pour rester concurrentiel dans le système capitaliste.

La direction de PSA Aulnay a tout particulièrement su inventer des méthodes pour casser la contestation, la liberté syndicale et asservir l'ouvrier.

Mais y'en a marre ! Les grévistes font fait savoir et ne se laisseront pas faire.

« La Cantine » Menacée d'expulsion ... rassemblez-vous !

« La Cantine » n'est pas un restaurant, même si on y mange bien ! Ce local était vide... nous l'avons occupé en janvier 2013. Depuis, le couvert y a été mis pour 50 à 70 personnes plus de 300 fois. La nourriture ici n'est pas une marchandise, c'est un repas, partagé par tous ceux qui prennent place aux tables collectives.

Les cuisiniers, ici, ne sont pas des travailleurs salariés, ni des bénévoles, ce sont des personnes engagées dans une expérience collective de solidarité et de lutte contre le système capitaliste qui nous exploite et nous impose une guerre de tous contre tous.

Contre la menace d'expulsion, pour l'obtention d'un local permettant de poursuivre et développer toutes nos activités,
Manifestation le 9 mars à 14 h
(de « La Cantine » à la Mairie, à travers le quartier)

Quoi qu'il arrive, « La Cantine » continuera !

Nous sommes toujours plus nombreux à vouloir cette expérience en participant au service du restaurant, à la préparation des repas, au ciné-club, aux permanences pour les sans-papiers et les mal logés, et autres ateliers... (revoir avant)

Le samedi 15 mars à midi, nous nous rassemblerons autour d'un buffet festif

Chacun amènera ce qu'il veut, à manger ou à boire. Des activités ludiques seront proposées, expression de notre volonté de ne pas renoncer à jour de ce lieu.

« La Cantine », nous l'avons voulue, nous lui avons donné corps jour après jour, et nous continuerons, nous rassemblerons, à y multiplier nos activités et nos initiatives !

À quelque-uns, chômeurs, travailleurs, précaires, sans-papiers, habitants du quartier ou pas, nous avons occupé ce lieu pour ne pas rester seuls dans notre coin. Parce qu'à plusieurs on est plus forts pour affronter nos galères, nos problèmes d'argent et nos difficultés face aux institutions et aux patrons.

Pour nous, ce lieu est nécessaire et nous le voulons utile, ouvert et en lien avec le quartier. Il y a pour le moment une cantine pas chère et des permanences d'entraides gratuites. Comme celles et ceux qui sont restés pour s'impliquer ou faire des propositions, toutes les personnes ou les collectifs intéressés par cette démarche sont les bienvenus.

Nous ne pensons pas qu'un monde meilleur soit possible à l'intérieur du capitalisme. Nous ne voulons ni compenser les faiblesses de l'État, ni créer une bulle alternative à l'intérieur de ce système. Ce lieu doit permettre de consolider des solidarités qui existent déjà un peu partout exploitées.

C'est pour cela que la porte est ouverte à qui voudra participer : toutes les réunions de fonctionnement sont publiques. Chacun, chacune peut rejoindre la cantine, les ateliers ou les permanences déjà en place : proposer d'autres ateliers, organiser des réunions publiques sur des luttes locales, un repas pour remplir une caisse de grève, une discussion, une projection...

Cantine de quartier

Menu à 4 euros
entrée + plat + dessert + boisson
Plat à 2 euros

Du lundi au vendredi de 12h à 14h

Cours de français

Lundi de 18h à 20h et Jeudi de 19 à 21h

Et le samedi

Redistribution gratuite de légumes et produits frais, mais aussi point d'information sur la situation du lieu.
Samedi de 15h à 18h

对成人的法语课

请来“331 rue des Pyrénées”报名



地铁：11号线 Jourdain 站
巴士：30路 / 96路
(Pyrénées-Ménilmontant 站)

4

La Cantine par celles et ceux qui la font

Le recueil de témoignages des usagers de la Cantine est à l'origine de ce livre. Lors des repas, pendant les cours de français, dans les permanences, beaucoup d'entre eux évoquaient spontanément l'importance d'un endroit comme celui-là. Lors d'une réunion du collectif, il a donc été proposé de récolter ces témoignages de façon à en faire un recueil qui pourrait servir à montrer à quel point La Cantine était devenue un lieu incontournable pour de nombreuses personnes. Un petit groupe s'est constitué dans ce but et a organisé une fête à La Cantine un samedi de mars 2014. À cette occasion, ceux qui le souhaitaient ont posé pour une photo et ont enregistré leur témoignage. Après cette fête, d'autres témoignages ont été collectés au fil du temps, jusqu'à l'expulsion brutale de la Cantine le 11 août 2014. Avec ces témoignages comme point de départ, est venue l'idée de faire un livre qui retracerait l'histoire de La Cantine des Pyrénées. Ce sont ces paroles et ces photos qui forment la dernière partie de ce livre.

Mohand

Vive la Cantine!

Je m'appelle Mohand et j'ai 14 ans. Ma famille vient de Kabylie. Je suis venu avec mon père la première fois à La Cantine des Pyrénées il y a plus d'un an. Il cherchait un cours de français, et moi je voulais trouver quelqu'un qui m'aide pour mes devoirs. J'ai trouvé à La Cantine des professeurs sympathiques qui sont disponibles pour m'aider.

J'aime bien aller à La Cantine le lundi et le jeudi. Il y a vraiment beaucoup de gens, de différents pays du monde. Vive la Cantine!



Samia

J'avais envie de pleurer tellement je me suis sentie bien accueillie

J'habite au métro Jourdain, j'ai 40 ans, j'ai toujours vécu dans le quartier. Je vivais dans un petit « faux deux pièces » avec mon fils et mon conjoint. J'avais des conflits avec mon conjoint et je cherchais une solution de relogement. Comme je suis locataire de Paris Habitat, je suis allée les voir pour leur expliquer la situation et leur demander une solution.

Une demande d'échange de logement, c'est très difficile et cela prend du temps. Mon fils est adolescent, il a besoin de sa propre chambre. Plutôt que d'attendre, j'ai mis une annonce sur Internet mais je ne trouvais rien car je n'ai pas de garant. J'ai fini par trouver quelqu'un qui louait un appartement destiné à une personne handicapée, ce que je suis (je touche une allocation pour personnes handicapées).

Le « propriétaire » était très gentil et m'a dit que je devais constituer un dossier FSL (Fonds Solidarité Logement). Je devais lui apporter le mois de caution, plus un mois de loyer. Je l'ai revu, il m'a donné une quittance de loyer, un contrat de location. Je me suis installée avec mon fils, on était bien. Au bout de dix jours, je rentre pour trouver une porte anti-squat sur mon logement. J'apprends que l'appartement appartenait à Paris Habitat. Par honnêteté, en sortant de l'antenne de Paris Habitat, j'ai déposé plainte contre mon faux propriétaire.

Au commissariat, un commissaire me demande depuis combien de temps j'habite là. Quand j'ai répondu « depuis dix jours » il s'est tourné vers sa collègue et a dit : « mais Paris Habitat s'est trompé, ils ont dit qu'elle n'était là-bas que depuis deux ou trois heures. » On m'a expliqué que normalement ils n'auraient pas dû mettre une porte anti-squat, mais faire une procédure, ce qui m'aurait laissé le temps de faire des démarches pour régulariser la situation et payer le loyer au vrai propriétaire. Je suis en souffrance constante. J'ai fait une dépression, dont je commence à peine à sortir.

J'étais dans un foyer. On m'a récemment trouvé un hôtel. Le Bureau d'Aide Sociale paye 1800 euros par mois (merci le Bureau!) pour un hôtel où je ne rentre que pour dormir la nuit alors que l'appartement que j'ai loué est toujours libre avec une porte anti-squat. Nous passons au tribunal le 22 mai. Je ne sais pas quel sera le résultat car l'avocate m'a dit que c'est voué à l'échec, parce que le juge ne voudra pas me réintégrer. Mais pourquoi? Si la policière n'était pas intervenue, si les policiers ne m'avaient pas expulsé illégalement, je serais dans cet appartement et je déposerais le montant du loyer à une caisse de dépôt et assignations en attendant le jugement, car je suis honnête. Je ne sais pas si la justice me sera favorable, mais je demande justice contre ces policiers, pour le dommage corporel et psychologique. Je suis en souffrance constante, j'essaye de tenir pour mon fils. Je ne sais même pas où sont mes affaires. Même si je suis étrangère et handicapée, on n'a pas le droit de faire ça à un être humain.

En décembre 2014, j'ai vu une affiche de La Cantine. Je suis venue à la permanence d'aide aux mal-logés, qui venait de commencer. Je me suis sentie bien. On m'a accueillie gentiment, on a parlé avec moi. J'avais envie de pleurer tellement je me suis sentie bien accueillie. On a fait ensemble une action contre Paris Habitat. Cela n'a rien donné mais on a continué à faire des actions. Je suis maintenant militante dans cette permanence.

Alors que dans d'autres associations on m'a dit : « Qui êtes-vous pour vous battre contre Paris Habitat? », les gens de La Cantine, eux, me soutiennent. Certains seront même avec moi au tribunal et je voudrais remercier La Cantine pour tout ce qu'ils font. Quand j'en reviens le dimanche après les permanences, je suis pleine de joie. J'ai l'impression de me retrouver dans une famille. Tout le monde, c'est mes frères. Tout le monde, c'est mes sœurs. On est bien, on est entendu, on est écouté. On partage un thé. Parfois je parle de mes problèmes privés, ils m'écoutent. Je les remercie vraiment pour ça. On ne vous juge pas. La porte est toujours ouverte. Parfois je viens aussi partager un repas. Ça me fait du bien. J'essaie aussi d'apporter de mon temps parce que dans la vie, il ne faut pas seulement recevoir, il faut aussi donner.

Être soutenue, ça fait du bien. Depuis que je suis à La Cantine, je me sens mieux. J'espère que La Cantine va vivre, parce qu'on a besoin d'une cantine par arrondissement. J'aimerais qu'il y ait plusieurs cantines partout, tenues par des bénévoles et que ceux qui ont des moyens apportent ce qu'ils peuvent pour aider ceux qui n'ont rien. Ici vous entrez, vous mangez et, même si vous n'avez pas d'argent, ce n'est pas grave. Vous pouvez donner de votre temps. On est en famille. Quand je suis là-bas, j'oublie mes problèmes. Pour moi, c'est le paradis.

Mohammed

Je reviens à La Cantine parce qu'avant tout ce sont mes meilleurs amis

Je suis venu à La Cantine parce que je connaissais certains des membres du collectif. Ils m'ont trouvé un avocat et une chambre. J'ai vingt-six ans. Au début je donnais des coups de mains de temps à autre.

Je suis sans-papier. Un jour je me suis fait contrôler. J'ai passé une journée et demie au commissariat, puis cinq jours au centre de rétention. Mes amis de La Cantine se sont mobilisés pour m'aider. Ils ont engagé un avocat qui m'a fait sortir. Ils m'ont logé dans une chambre et, comme je ne travaille pas, ils m'ont donné de l'argent : 200 euros chaque mois, tout le temps que je suis resté ici, c'est-à-dire environ huit mois.

Aujourd'hui je reviens à La Cantine parce qu'avant tout, ce sont mes meilleurs amis. J'aime venir aider, car ça me permet de voir des gens gentils et solidaires avec qui j'ai partagé les meilleurs moments. C'est ça pour moi, La Cantine.



Toufik

Ça m'apporte beaucoup de voir les gens sourire

Je suis dans le quartier depuis 1992. J'ai 53 ans. Je l'ai vu changer. Il y a eu une période de creux, à Ménilmontant, c'était le Sahara. Et puis ça a repris, il y a eu de nouveaux gérants, de nouveaux commerces. Ça a donné un sens au quartier. Je ne dirais pas si c'est un changement en bien ou en mal mais ça a changé. Au départ, je suis venu à La Cantine par besoin, parce que je n'avais pas les moyens. Je l'ai découverte par le bouche à oreille. On m'avait dit : « Si tu as les moyens tu payes, si t'en as pas, tu payes pas. » J'ai trouvé ça agréable car il n'y a pas de facture, on ne vous demande pas de payer. Si vous avez, vous payez. Je suis venu et ça m'a plu. J'avais un peu d'argent alors j'ai « misé ».

Puis, je suis revenu plusieurs fois. Je suis devenu récemment bénévole parce que je me suis dit : « Pourquoi pas moi ? Pourquoi ne pas joindre l'utile à l'agréable, pourquoi ne pas être utile ? » Je n'ai pas de rendez-vous le matin, je n'ai rien à faire. Pourquoi ne pas me lever pour ça ? Parce que c'était agréable de voir comment les gens se décarcassaient... J'avais envie d'être utile, moi aussi. Je suis donc allé voir la référente de l'époque. Elle m'a dit de m'inscrire et de laisser mes coordonnées. Puis, elle m'a envoyé un message me disant : « On a besoin de tant de personnes cette semaine », donc je suis venu aider, c'était il y a deux semaines.

Ce que ça m'apporte ? Je me sens utile. Et surtout le contact humain ! Je vois d'autres gens, j'ai rencontré des gens que je ne connaissais pas. C'est très agréable, voir des gens qui viennent pour manger avec le sourire. Ça apporte beaucoup, et ça m'apporte beaucoup à moi de voir les gens sourire. Cela permet de lutter contre l'isolement. Au lieu de rester dans leur coin, ils arrivent et ils voient des gens avec le sourire, qui sont là pour les servir sans rien leur demander en échange. Ils sont contents : je vois les gens quand ils parlent, ils sont heureux. Mon message aux pouvoirs publics : laissez les associations comme celle-là exister, c'est important.

Sarah

« Bienvenue dans la galère ! » Dans mes moments difficiles, La Cantine m'a accueillie.

Je suis arrivée de la Côte d'Ivoire en France en octobre 2009. C'était la première fois que je venais en Europe. J'avais des amies qui y étaient allées et, lorsqu'elles en revenaient, tout le monde leur courait après : « Elle revient d'Europe ! » Quelqu'un qui revient d'Europe, en Afrique, c'est comme quelqu'un qui a des diamants sur lui ! On s'en fout du boulot qu'elle exerce ici ou de la manière dont elle passe sa vie, mais, ce qui est sûr, c'est qu'elle est venue d'Europe. Nous, on sait que c'est un diamant qui nous est arrivé. Même si la personne ne nous donne rien, on est toujours derrière elle !

J'avais envie de ressembler à ce genre de personnes, par curiosité. Mais les regrets sont vite arrivés. Le premier jour où j'ai mis les pieds en France, j'ai commencé à regretter ! Parce que celle qui m'accueillait m'a accueillie avec ces mots : « Bienvenue dans la galère ! » J'ai dit : « Quoi ? ! C'est pas toi qui m'as dit de venir ? ! Et maintenant que je suis là, c'est ce que tu me dis ? ! », et je n'ai même pas fait un mois dans sa maison.

Quand j'avais besoin de quelque chose, il y avait toujours quelqu'un pour me rendre service. Je me suis retrouvée sans-abri. J'ai été logée à La Cantine quand elle s'est ouverte. En fait, j'ai fait partie des premiers habitants. C'était en février 2013. Il n'y avait pas de chauffage. Je suis même tombée malade, mais je m'y plaisais, je préférais être là qu'être chez des gens. Avant je dormais un peu partout, au jour le jour.

Je suis partie d'ici il y a 3 mois. Enfin... je ne loge plus ici, mais je ne suis pas partie de La Cantine, c'est important de le préciser ! La Cantine, ça m'a apporté beaucoup de choses. Dès qu'il y a une action qui se fait ici, je me sens obligée de venir parce que dans mes moments difficiles, La Cantine m'a accueillie. Et les gens de La Cantine non seulement m'ont accueillie, mais ils m'ont aidée sur tous les plans.

Emmanuel

Faire disparaître ce lieu, ce serait tuer une âme!

Je viens à La Cantine depuis que ça fonctionne. J'ai toujours aimé le principe. J'estime que la solidarité, à notre époque, ça devient primordial, donc c'est déjà le symbole qui me plaît, retrouver des gens qui sont dans la même attitude. L'endroit et ce qu'on y mange aussi évidemment – parce que si on y mangeait mal je ne serais pas là! Je suis très content parce que ça tient la route.

Je suis content de savoir que ça existe et que ça puisse résister par rapport aux lobbies et à notre société qui est toujours dans un esprit de consommation. Ici, il n'y a pas cet esprit : on a un esprit de voisinage, de quartier, de gens comme nous qui cherchent plutôt la sympathie, la convivialité et, évidemment, la solidarité. J'habite à 50 mètres d'ici, rue de l'Ermitage. Ça fait quinze ans que je suis là et je trouve ce genre d'initiative super appréciable. Je suis venu au début autant par besoin que par envie de soutien. L'initiative en elle-même me plaît, donc j'avais déjà un abord plutôt positif. Après, évidemment que les prix sont attractifs, qu'on y mange bien, que c'est frais, c'est populaire, parce que ce n'est pas non plus de la cuisine très recherchée mais c'est de la cuisine bien faite, de grand-mère comme on dit. Un peu comme existaient avant, et j'en ai connus, les bistrotts du quartier où on venait manger le plat du jour. Cela me plaît qu'il y ait un esprit comme ça. Il est évident que cela redonne une physionomie à un quartier qui au départ est quand même un quartier populaire, le XX^e arrondissement. Ce côté populaire, je le ressens particulièrement au niveau de la diversité des gens. Il n'y a pas de hiérarchie dans la population. On s'aperçoit qu'il peut y avoir des cadres autant que des ouvriers ou des chômeurs. Je ne sais pas qui sont tous ces gens, mais à chaque fois je suis toujours surpris par la diversité raciale, religieuse ou sociale.

Il n'y a pas un genre défini, ni de ghettoïsation, ce qui est un vrai plus. C'est plutôt un genre éclaté, et on voit bien que tout le monde est

intéressé par ce genre d'initiative. Je suppose que c'est un peu pour les mêmes raisons que les gens viennent ici : le prix attractif, mais aussi l'ambiance. Et, ce serait dommage que des lieux comme ça se perdent. Cet esprit de quartier, c'est agréable. Un lieu comme celui-là, ça doit se défendre et ça doit être pérenne. Selon moi, c'est plutôt ça l'avenir et si ça venait à disparaître je serais très déçu et même un peu énervé! Faire disparaître ce lieu, ce serait tuer une âme!

Marie-Noëlle

Essayer de rendre possible un avenir meilleur, ici

J'ai eu connaissance de La Cantine à travers les activités qui s'y tenaient : cours de français mais également repas solidaires, espace d'accueil et de convivialité. À mon sens, La Cantine est avant tout un lieu de vie, dans tout ce que cette expression comporte de positif. J'ai donc rejoint les cours de français du jeudi pour aider comme je pouvais, malgré mon absence de formation en français langue étrangère.

Pourquoi est-ce important pour moi? Il y a deux sortes de raisons qui, bien sûr, convergent : d'une part, le simple fait d'être là, d'être présent, c'est une façon de dire son soutien. D'autre part, l'enseignement de la langue, à ceux qui le souhaitent, c'est essayer de rendre possible un avenir meilleur ici. J'ai été impressionnée, dès mon arrivée en octobre 2013 et encore aujourd'hui, par une envie d'apprendre et de progresser bien supérieure à celle que je rencontre à l'université. Heureusement que des lieux comme La Cantine existent de nos jours. Cependant, rien ne compense notre société absurde qui exclut l'Autre sous des prétextes toujours plus malveillants.



Dolores

Un îlot rare où une « senior » comme moi reprend espoir qu'un « autre monde » est encore possible

La Cantine des Pyrénées? Un îlot rare à Paris où une « senior » comme moi reprend espoir qu'un « autre monde » est encore possible, où on oublie, pour un moment, le pouvoir de l'argent, les clivages sociaux et culturels, l'agressivité et l'indifférence. Que ce soit à midi autour d'un repas de qualité (toujours des menus qui nous surprennent par leur inventivité) ou le soir aux cours d'alphabétisation où se côtoient en ce moment des personnes provenant d'au moins quatorze pays différents! Je suis toujours frappée par l'ambiance chaleureuse qui y règne, de convivialité, de partage, de disponibilité et d'écoute des uns envers les autres.

Pour moi qui n'ai plus trop l'occasion de satisfaire - par les voyages - ma curiosité envers les autres peuples de la planète, j'ai trouvé à quelques mètres de chez moi de quoi satisfaire cette curiosité, puisque la plupart des continents de la planète sont représentés à La Cantine, et même dans la gastronomie! J'ai l'impression aussi d'être encore un peu utile par les cours de français auxquels je participe, même si j'ai souvent l'impression qu'ils m'apportent davantage que ce j'y apporte moi-même.



Moussa

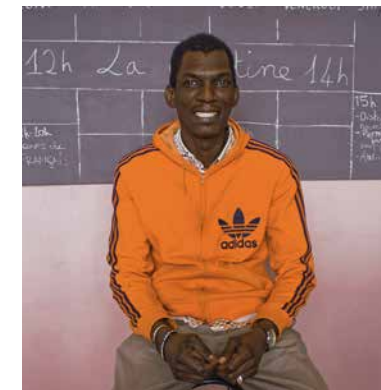
Trouver quelqu'un pour t'écouter, c'est très important

Je suis éducateur spécialisé. Quand j'avais la garde de mes enfants, il y avait ici des initiatives pour les enfants : soit des dessins animés, soit des espaces de jeux de société. À l'époque, il y avait une femme qui avait un enfant, on se retrouvait ici, après ça finissait en pique-nique. Je pense que ce sont des lieux de convergence comme ça qui peuvent créer aussi des vrais liens. Il y a certains demandeurs qui ont des enfants et je pense que c'est bien de pouvoir répondre à leurs demandes.

Je suis presque arrivé à la fin de ma « galère » mais ça m'a laissé des traces, et je ne sais pas si ces traces vont s'effacer tout de suite. Parce que dans ma situation, je ne peux pas en voir les conséquences. Le fait de ne pas avoir un logement fait tout perdre... Heureusement il me restait un travail et je m'y suis accroché car sans travail, qu'est-ce que je serais devenu ?

Donc on voit un peu aussi le parcours des gens qu'on trouve dans la rue et qu'on appelle couramment des clochards. Parce que personne n'est à l'abri : juste un divorce, la dégringolade, plus de maison, plus de travail. Après on est exposé à l'alcoolisme, à la drogue, aux mauvais comportements. Et finalement on n'en peut plus. C'est une escalade d'enfer.

Ça fait du bien, pour les gens qui traversent des difficultés, qui ont vécu des choses dures, de pouvoir le dire. Trouver quelqu'un pour t'écouter, c'est très important. Je pense qu'il faut continuer, car les gens ont besoin de parler de leurs souffrances, de leurs difficultés, de trouver quelqu'un qui les écoute.



Manu

Qu'on ait de l'argent ou pas, là n'est pas le problème

J'ai 31 ans. Je travaille dans le quartier. Je suis charpentier, ce n'est pas un milieu socioprofessionnel très rattaché au militantisme. À notre tort, les ouvriers ne sont pas les mieux lotis concernant les notions de solidarité et d'entraide. Par exemple, j'ai invité mes collègues de boulot à venir, mais ils ne comprennent pas forcément la démarche... C'est une incompréhension mais c'est à nous de la casser, à faire en sorte que ça se passe autrement.

J'ai découvert ce lieu par hasard, en cherchant à manger. Ça m'allait bien. Ce qui me plaît, c'est de pouvoir manger dans un lieu convivial, échanger avec des gens. Qu'il n'y ait pas de complexes à venir, qu'on ait de l'argent ou pas, là n'est pas le problème. L'important c'est de pouvoir rencontrer tous types de gens, tous types d'horizons, discuter et casser toutes ces barrières qui nous pourrissent la vie au final. Ça fait quinze jours que je viens mais j'ai déjà fait plein de rencontres ici. Des gens très différents, des gens qui n'avaient pas un radis et d'autres qui étaient là par curiosité. Ce qui est bien c'est que chacun joue le jeu, on se sent tout de suite à l'aise. Ce n'est pas la soupe populaire et ce n'est pas le truc bobo non plus : ce n'est ni dans un excès ni dans un autre.

Les actions que mène La Cantine me plaisent aussi. Partager des idées autour d'une assiette, c'est convivial et chacun se prête au jeu. Après, l'occupation et le militantisme, ça me sensibilise aussi. Du fait de mon travail, je ne consacre pas autant de temps et d'énergie que je voudrais au militantisme. Mais ce sont des occasions comme celles-là qui te permettent de donner un sens à ce que tu fais et à tes centres d'intérêt. Logés ou mal-logés, la lutte est commune.

À la mairie je n'ai rien à dire car je pense que l'action parle d'elle-même. Concernant cette action, je pense qu'il faut continuer. Il y a tellement d'autres lieux à ouvrir que ce soit pour loger les gens ou créer d'autres dynamiques. Moi je travaille en ce moment, donc je ne pense pas faire

partie des plus mal-lotés niveau logement ou qualité de vie. Mais justement il faut intégrer aussi des gens qui auraient les moyens de se louer un petit quelque chose parce que la lutte, elle est commune. Ce n'est pas parce que je paye un loyer tous les mois que je ne suis pas sensible à ça. Plutôt que payer un loyer, idéalement je préférerais utiliser un local vide ou un immeuble tenu par des spéculateurs quitte à faire de mon argent un tremplin pour d'autres actions. Je pense qu'il y a tellement à faire de ce côté-là que c'est bien d'être visible, d'avoir pignon sur rue comme cet endroit. Quand on parle squat les gens ont tendance à penser « vilain squat sauvage tenu par les méchants Roms », mais il s'agit simplement de personnes qui ont besoin d'un toit au-dessus de la tête. Malheureusement l'information n'est pas bien délivrée donc ça fait peur aux gens et ça stigmatise, alors qu'en fin de compte, ici et ailleurs, ce sont des lieux jovioux. Ce sont des lieux de vie avant tout.

Arnaud

Ça serait bête de s'arrêter maintenant

Je viens depuis le début. J'habitais pas loin avant... Ce qui est vachement chouette c'est que ça ait pu tenir sur la durée, tous les jours quasiment et que ça a du sens pour les gens qui passent ici et pour nous aussi. Si la cantine n'existe plus?! Ben peut-être ça changerait pas grand-chose, parce qu'il y a plein de trucs bien qui disparaissent, mais ça serait dommage, ça serait bête de s'arrêter maintenant, mais ça a donné des idées c'est pas terminé!



Djiby

Ils m'ont dit : « il n'y a plus de place ici, mais il y a cette Cantine à côté »

Je suis venu ici, à La Cantine, après avoir été un jour au centre social des Amandiers pour y suivre des cours de français. Ils m'ont dit : « il n'y a plus de place ici, mais il y a cette Cantine à côté ». C'était il y a un an. J'ai noté l'adresse et je suis venu ici.

Dès que je suis arrivé ici, j'ai participé à la préparation des repas de midi, ils sont très bons; c'est une très bonne idée.



Claudia

J'aime cet effet démonstratif qui montre qu'avec rien, on peut faire beaucoup

J'habite dans le quartier. J'ai connu La Cantine via des amis de l'UNR-PA et Le Garage Numérique. Je suis venue car j'aime beaucoup la simplicité, on s'y sent très bien accueilli, on ne se sent pas jugé. Le menu unique, je trouve ça super car il n'y a pas à choisir et c'est toujours très bon, de très bonne qualité. C'est très convivial, ces grandes tablées où tout le monde s'assoit et fait connaissance.

J'aime aussi cet effet démonstratif qui montre à la société qu'avec rien on peut faire beaucoup. Ce n'est pas la peine de dire : y a pas les moyens, toujours ces histoires de fric. Il y a plein de gens volontaires

qui ont envie de faire beaucoup de choses, il y a plein d'espaces qui sont vides. Il y a des gens qui ont besoin de ces espaces et il n'y a pas besoin de beaucoup d'argent : presque rien. Je ne comprends pas pourquoi notre société ne prend pas exemple de ça pour le développer partout. C'est toujours : « On n'a pas les moyens, on n'a pas les budgets, il faut qu'on décide, il faut qu'on réfléchisse... » Il n'y a à réfléchir de rien ! C'est simple : il y a des gens qui ont envie de donner, il y a des gens qui ont besoin de recevoir, et il y a aussi ceux qui aiment donner et recevoir. Et il y a des espaces à volonté !

Isabelle

Bien manger pour 4 euros, dans Paris c'est formidable!

J'habite le quartier depuis 14 ans, rue Olivier Metra. J'ai 45 ans, je suis fonctionnaire. J'ai vu le quartier changer, surtout à Jourdain, avec des boutiques beaucoup plus chères qu'avant. La population change, c'est évident. C'est un quartier qui reste abordable... pour ceux qui ont de l'argent ! L'esprit populaire du XX^e se dénature mais il y a encore des endroits, des vieux cafés, où on le retrouve encore, mais ça se perd... Pareil pour la musique, il y en a de moins en moins dans le quartier. J'aime la simplicité de La Cantine. Les gens sont ouverts. Au niveau convivialité, je retrouve justement cette ambiance « pas coincée » contrairement à d'autres cafés ou restaurants où c'est plus individuel. C'est un rapport au client pas à l'humain. Alors que la dernière fois que je suis venue ici, je me suis attablée à une grande table et j'ai conversé un moment avec les gens. Les échanges, le partage, c'est ça qui est bien. Même un petit mot, ça peut tout changer. Parce que l'indifférence, c'est tellement dur. Il faut vraiment conserver l'état d'esprit qui règne ici et qui se perd de plus en plus dans cette société trop individuelle.

Mon message aux pouvoirs publics ? Soutenez cette équipe qui a eu une super idée et aide beaucoup de gens. Et surtout il ne faut pas fermer cet endroit pour en faire ensuite un lieu qui serait hors de prix, inaccessible. Parce que bien manger pour 4 euros, dans Paris c'est formidable !

Sheick

Je suis entré aujourd'hui à La Cantine, parce que j'ai vu un ami par la fenêtre

Je viens du Mali, j'ai 36 ans. Ça fait dix ans que je suis en France. Je travaille dans la musique. Je suis quasiment du quartier : j'y ai habité avec des amis et ma copine y vit. Je suis entré aujourd'hui à La Cantine, parce que j'ai vu un ami par la fenêtre. C'est la première fois que j'y rentre mais ça fait un moment que j'observe et que je soutiens le lieu à ma façon. J'ai même distribué des tracts pour La Cantine, j'en ai parlé à des amis, Il y en a qui soutiennent dans la lumière et d'autres qui travaillent dans l'ombre.

Mustapha

Pour apprendre la langue française, c'est très bien

Je viens deux fois par semaine au cours de français. Les cours sont bien pour la grammaire, la conjugaison et la conversation. Pour apprendre la langue française, c'est très bien. Il y a beaucoup de personnes qui viennent : des Marocains qui n'ont jamais appris à lire ni à écrire...



Les professeurs sont excellents, l'ambiance est bonne, tout le monde est content de cette école. Je sais aussi qu'il y a des actions pour les mal-logés, des actions pour défendre La Cantine, parce qu'il y a des problèmes, mais les gens ici vont combattre ces problèmes qui existent aussi dans toute la France.

Martine

Je m'interdis de Cantine, autrement j'y viendrais tous les jours

Pourquoi je viens à la cantine ? Pour manger ! C'est bien, comme réponse, non ?

Parce que c'est très très très très bon, et donc c'est pour ça que je n'y viens plus, parce que, quand je viens comme je suis très gourmande, je mange tout et après je mets toute la journée pour récupérer. Donc je m'interdis de Cantine, autrement j'y viendrais tous les jours. Puis, j'y suis venue par différentes associations qui m'ont fait grimper sur la colline, jusqu'aux Pyrénées. C'est un lieu très convivial.



Johan et Claude

Des endroits comme ça, ça te permet de sortir un peu la tête du trou. T'es plus tout seul, à batailler dans ton coin.

J'ai connu La Cantine par mon ami Johan qui m'a amené. Avant je ne savais pas que ce lieu existait. Je suis handicapé à 80 % et on me refuse le droit de travailler. Pourtant je voudrais travailler! Qu'est-ce que je peux faire? On m'a mis en pré-retraite, mais en retraite tu es isolé - et pas qu'un peu. À La Cantine, je n'ai pas fait de rencontres à proprement parler, mais je vois des gens avec qui on se dit bonjour. J'aime la nourriture, et l'ambiance : tu écoutes des gens, tu apprends des choses. Ça rigole, c'est très agréable. C'est important pour le moral.

Actuellement il me manque 4 heures pour toucher le chômage. Le problème avec le RSA c'est quand tu veux t'en sortir en travaillant, ils te demandent de rembourser. Là je dois leur rembourser 900 euros, ils m'ont imposé un prélèvement alors que je n'ai pas de quoi bouffer!



J'ai découvert le lieu il y a 4 ou 5 mois. J'habite à côté et quand je passais devant, je voyais la banderole. Je me demandais ce que c'était. Je connaissais déjà un lieu qui s'appelle la Cantine un peu plus bas à Belleville, donc je suis entré un peu par curiosité. Ça m'a plu car il y a des choses sociales qui concernent les habitants du XX^e arrondissement et même tous les habitants : des permanences pour les mal-logés, contre les expulsions, des cours de soutien... C'est un bon karma, si je puis dire. D'autant qu'il n'y a plus rien d'accessible dans le quartier : c'est plus le XX^e, c'est devenu le XVI^e! Je participe à ma façon puisque j'ai rejoint il y a quelques mois le collectif des mal-logés. Quand je suis venu, j'ai vu qu'il y avait cette permanence, et comme j'ai moi-même des gros problèmes à ce niveau, étant en procès avec mon bailleur, je me suis dit que je pourrais peut-être aider quelques personnes à travers mon expérience et mes conseils.

J'habite dans le quartier chez un bailleur soi-disant social, la Mairie de Paris, mais en vérité on vit comme des moins que rien. Ça fait dix ans que j'essaie de joindre des gens qui éventuellement pourraient m'aider, mais il n'y a rien à faire. Il n'y pas d'amicale des colocataires, donc lorsque tu vas te plaindre tu passes pour le vilain petit canard à qui on dit : « Pourquoi tu te plains alors que les autres ne se plaignent pas ? » Il y a des gens qui ont tellement attendu pour avoir un appartement qu'ils n'osent pas se plaindre même si c'est dégueulasse. Ils vivent avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête, avec la peur qu'on les chasse. Au niveau des appartements il n'y a pas d'égalité. Il y en a qui vivent plus ou moins bien, d'autres pas bien du tout mais on n'a pas le droit de se plaindre! En plus, j'habite dans un immeuble 1920, et on est en 2014 : y a comme un problème, surtout que les entretiens n'ont pas été faits. Leur logique c'est de faire du neuf avec du vieux mais ce n'est pas possible. Pas d'accès handicapés. Les ascenseurs tombent toujours en panne mais au lieu de changer les ascenseurs, on change les ascensoristes comme si cela allait régler le problème. Après, leur slogan « Vivre ensemble à la ville », en fait c'est « Vivre comme un chien à la ville. »

Là où on habite, on nous prend pour de la merde. C'est dommage, pour le plus grand bailleur de France. C'est un truc de dingues là où j'habite.

La Cantine des Pyrénées en lutte

T'as des gens qui ne vont pas bien, des gens qui sont médicalisés... Tous ces gens en souffrance avec plein d'autres problèmes qui se greffent là-dessus... T'en peux plus. J'ai amené une personne de mon immeuble ici. Mais ce ne sont pas des gens combattifs, ils ont baissé les bras. Ils habitent dans de la merde, mais bon...

Ce que m'a apporté La Cantine concrètement? Quand tu batailles tout seul, il ne se passe rien. Mais quand tu agis à plusieurs là, c'est curieux, là, tu arrives à joindre des gens qui étaient injoignables auparavant. Cela fait dix ans que j'essayais en vain de joindre la directrice du lieu où j'habite. Quand on est venu en force à plusieurs, là elle m'a reçu carrément.

L'autre problème là où j'habite c'est l'absence de mixité sociale. Chez moi les gens ne se parlent pas, il y a 400 locataires que je croise régulièrement et il n'y en a pas une dizaine à qui je dis bonjour. La seule mixité sociale qui y existe est celle des pauvres et des étrangers.

Ce n'est pas comme ici où il y a une vraie mixité sociale. À La Cantine on trouve des gens du quartier, des gens que tu croises régulièrement dans la rue, des gens que tu rencontres pour la première fois... Ici on peut vraiment dire que ça a un caractère social. Dans d'autres endroits on dit qu'on fait du social mais tu t'aperçois que c'est pas du social.

Qu'est-ce qu'il manque à ce lieu? Certains médias connus qui pourraient faire un peu de publicité. Comme il n'y pas beaucoup de trucs sociaux sur Paris qui soient accessibles à tous, ce serait bien que certaines personnes des médias défendent la cause.

Un message aux pouvoirs publics? Qu'on fasse une mise en droit éventuellement accessible ou qu'on donne des locaux pour faire ce genre de choses. On ne gagne pas tous des 2 000 ou des 3 000 euros par mois. Il y a des gens qui gagnent 400 euros par mois, ils ne s'en sortent pas. Et des endroits comme ça, ça te permet de sortir un peu la tête du trou, si on peut le dire comme ça. Ça permet de faire quelques économies pas négligeables, en plus de rencontrer des gens avec qui parler de ta situation. T'es plus tout seul, à batailler dans ton coin.



Remerciements

Merci à Michel, Patrick, Florian, Lou, Janie, Rebecca, Aïtou, Jeanne, Natalie, Pierre, Arnaud, Jean-Noël, Dolores pour leur amicale participation à la réalisation de ce livre collectif.

Merci à tous les membres du collectif de La Cantine des Pyrénées, à toutes celles et ceux qui ont accepté de jouer le jeu et de se faire photographier (et à celles et ceux qui ont refusé d'apparaître à moins d'être floutés).

À celles et ceux qui ont témoigné, donner leur avis, qui font vivre le projet, en venant à une permanence ou partager un repas, en donnant des coups de mains réguliers ou ponctuels.

À bientôt à la Cantine !

Les autres livres dans la même collection



Michel Lulek

Scions... travaillait autrement ?

Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré.

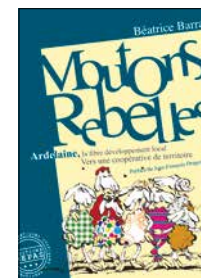
À 20 ans, au lieu de changer le monde, ils décident de changer leur vie et de créer ensemble une entreprise pour y expérimenter d'autres formes d'organisation du travail. Ce sera une scierie, Ambiance Bois, qui s'installera en 1988 sur le plateau de Millevaches (Limousin).



Samuel Deléron, Michel Lulek, Guy Pineau

Télé Millevaches, La télévision qui se mêle de ceux qui la regardent.

Ce livre raconte l'histoire de Télé Millevaches, une télévision locale qui, parmi les premières en France, et aujourd'hui l'une des plus anciennes encore en activité, témoigne de l'appropriation par des habitants de l'outil télévisuel pour communiquer, échanger, montrer ce qui se fait sur leur territoire et porter une parole que les télévisions ignorent en général.

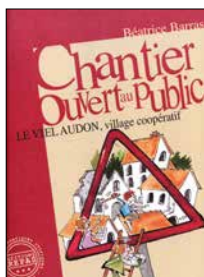


Béatrice Barras

Moutons rebelles

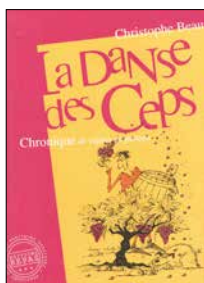
Ardelaine, vers une coopérative de territoire

En 1975, cinq amis, sans un sou en poche, décident de redonner vie à la dernière filature d'Ardèche tombée en ruines. Ils font aussi le pari de recréer la filière laine de leur région, ce qu'ils tiendront par la force de l'équipe et de la coopération qui demeurera le moteur essentiel de leur histoire, racontée ici.



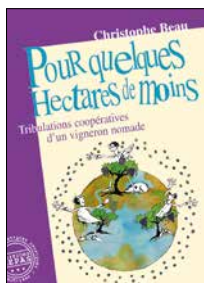
Béatrice Barras
Chantier ouvert au public
Le Viel Audon, village coopératif

Lorsqu'au début des années 1970 quatre copains découvrent les ruines abandonnées du village ardéchois du Viel Audon, ils ne savent pas ce qu'ils déclenchent. C'est le début d'une aventure qui verra passer sur ce « chantier ouvert au public » plus de 10 000 personnes.



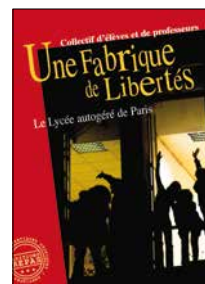
Christophe Beau
La Danse des ceps.
Chronique de vignes en partage.

Philomène, Momo et bien d'autres sont les « héros » de cette chronique qui se lit comme on boit un bon vin ! C'est l'histoire au fil des saisons d'un vigneron qui a choisi une autre poésie du vin, une autre manière d'envisager son métier loin des tentations technologiques superflues, de soigner la vigne par des pratiques de bon sens et une agriculture biodynamique sans dogmatisme.



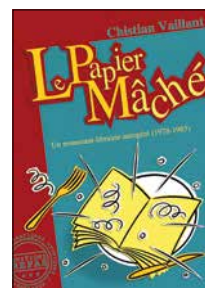
Christophe Beau
Pour quelques hectares de moins
Tribulations coopératives d'un vigneron nomade.

Momo, Bogus, Romuald, Cécile, Edgar, Birdee, Ricardo... sont quelques-uns des personnages chatoyants de ce récit tout en péripéties. Ils participent à une aventure vigneronne collective qui recherche des voies autres pour vivre la vigne et le vin en liberté.



Collectif d'élèves et de professeurs,
Une fabrique de libertés.
Le lycée autogéré de Paris.

Depuis 1982, existe à Paris un lycée public autogéré. Unique en son genre, le LAP a relevé le défi d'un fonctionnement collectif pris en charge par les professeurs et les élèves. Gestion du lieu, libre fréquentation, assemblées générales, régulation des conflits par la commission justice, mais aussi interdisciplinarité, voyages, pédagogie alternative, sont quelques unes des caractéristiques de cet établissement pas comme les autres.



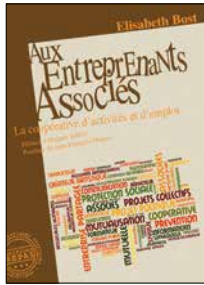
Christian Vaillant
Le Papier mâché,
Un restaurant-librairie autogéré (1978-1985).

Ce livre raconte l'histoire d'un collectif créateur d'un lieu autogéré aux activités multiples (librairie, restaurant, salle de réunions, cinéma, théâtre, lieu d'expositions...), à Nice, de 1978 à 1985. L'essentiel du livre est consacré à la naissance du projet et du collectif, aux activités qui ont été mises en oeuvre et à son mode de fonctionnement autogéré.



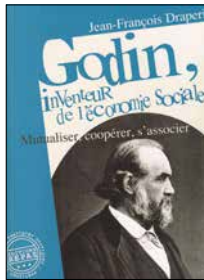
Grand'Air & P'tits bonheurs
Soignants-chanteurs, un monde à plusieurs voix.

À la fin des années 1990, à Toulouse, suite à la rencontre d'un chanteur lyrique et des membres du personnel de l'hôpital public, se crée un groupe de « soignants-chanteurs » : ce ne sont pas des chanteurs qui soignent, mais des soignants qui chantent... En faisant entrer le chant dans les chambres d'hôpital, ils contribuent à construire une autre relation avec le malade au sein d'une institution qui est parfois déshumanisante.



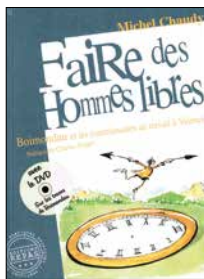
Elisabeth Bost
Aux entrepreneurs associés.
La coopérative d'activités et d'emploi.

Dans ce monde où le capitalisme ne cesse de détruire les relations humaines, est-il encore envisageable d'associer ces deux termes : travail et rêve ? C'est ce qu'affirme avec force Elisabeth Bost, à l'origine de la création d'une forme originale d'entrepreneuriat : les coopératives d'activités et d'emploi.



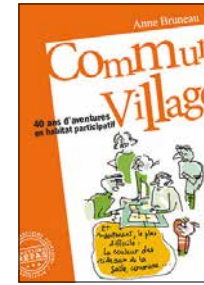
Jean-François Draperi
Godin, inventeur de l'économie sociale.

Fondé par Jean-Baptiste André Godin (1817-1888), le familistère de Guise (1870-1968) apparaît aujourd'hui comme l'un des modèles les plus aboutis d'une alternative à l'entreprise capitaliste. En concevant cette coopérative d'habitat, de production et de consommation, et cet ensemble de mutuelles et d'associations qu'est le familistère, Godin s'inscrit en rupture aussi bien avec le père de l'organisation scientifique du travail, F. W. Taylor, qu'avec la critique du capitalisme formulée par K. Marx.



Michel Chaudy
Faire des hommes libres
Boimondau et les Communautés de Travail à Valence
(1941 - 1982)

Faire des hommes libres retrace la vie des communautés de travail créées par Marcel Barbu, à Valence, à partir de 1941. En pleine guerre, voici un fabricant de boîtiers de montres qui invente une nouvelle forme d'entreprise. Il n'est pas seulement question de fabriquer des objets et de les vendre, mais aussi de faire vivre une communauté d'hommes et de femmes qui partageront ensemble bien plus que le travail.



Anne Bruneau
Commun Village,
40 ans d'aventures en habitat participatif.

À la fin des années soixante-dix, un groupe de trentenaires rêve de créer un habitat associant logement individuel et espaces communs. Ces jeunes adultes souhaitent changer la vie et inventent au fil des années l'habitat groupé autogéré, qui deviendra l'habitat participatif. À travers les voix de Jean, Nadia, Hubert, Aminata, et les autres, entrez par la petite porte du Hangar, partagez le parcours de ce groupe emblématique et suivez l'aventure d'une génération innovante et joyeusement utopiste.



Collectif d'éleveurs
Homéopathie à la ferme
Des éleveurs racontent.

Agnès, Vincent, François, Yveline et les autres, sont éleveurs depuis de nombreuses années. Préoccupés par le bien-être et la santé de leurs animaux, confrontés à la souffrance et à la maladie, ils s'intéressent aux médecines alternatives. La rencontre avec un vétérinaire homéopathe et une conseillère en élevages biologiques les amène à se former, à expérimenter, à échanger entre eux pour soigner autrement.



Sandrino Graceffa
Refaire le monde... du travail
Une alternative à l'ubérisation de l'économie

Alors que le spectre d'une ubérisation croissante du monde du travail apparaît pour certains comme une fatalité, des voix s'élèvent pour expérimenter des alternatives crédibles, notamment au travers du mouvement des communs. Les nouvelles formes de coopératives de travail ouvertes peuvent-elles s'imposer comme un véritable modèle de préfiguration d'une société post-capitaliste ?

Éditions Repas
4 allée Séverine, 26 000 Valence
Tel : 04 75 42 67 45
www.researepas.free.fr
repas@wanadoo.fr



Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ? La question est grande et offre de multiples possibilités de réponses qui, jamais figées, demandent surtout à être expérimentées pratiquement. L'histoire de La Cantine des Pyrénées fait partie de ces nombreuses tentatives qui s'efforcent, en renouant avec des formes de solidarité en résistance au capitalisme, d'instituer autre chose dans les pratiques et les relations sociales.

Ce lieu autogéré, d'abord installé rue des Pyrénées, et maintenant rue de la Mare, dans le XX^e arrondissement de Paris, se présente dans cet ouvrage en photos (celles de Sarah Ney) et en textes. Plus d'une vingtaine de témoins, de toutes origines, racontent leur rencontre avec La Cantine et ce qu'ils y ont trouvé. Car, au-delà des actions qui y sont menées (une cantine, des permanences pour les sans-papiers ou les mal-logés, des cours de français, du cinéma, etc.), ce sont des femmes et des hommes qui font de ce lieu tout autre chose qu'un restaurant ou un centre social. Un endroit où se croisent aussi des luttes, autour d'un repas de soutien ou d'un débat, que ce soit celles de Notre-Dame-des-Landes, des ouvriers de Peugeot en grève ou des migrants.

La Cantine des Pyrénées ne se veut pas LA réponse qu'il faudrait reproduire. Elle n'est qu'une tentative pratique parmi d'autres. Mais, en période d'apathie politique, comme en période de mouvement social, les espaces collectifs d'auto-organisation comme elle sont appelés à se multiplier. Travaillant avec ce qui est, La Cantine s'efforce ainsi de montrer, par la pratique, que le monde ne va pas de soi et que, par conséquent, il est possible d'y agir autrement.

Ce livre fait partie d'une collection
de témoignages vécus, que les éditions REPAS
proposent sous le titre « Pratiques utopiques »

12 €